

## Aux États-Unis, la résistance contre Trump s'organise

La tournée de Bernie Sanders et d'Alexandria Ocasio-Cortez contre « l'oligarchie » est un succès. Un message aux élites démocrates jugées apathiques. Reportage. **P. 12**



## Les vins français sous la menace des barrières tarifaires

La hausse de 200 % des droits de douane brandie par Washington porterait un coup sérieux à la filière viticole française, déjà mal en point, prise dans une spirale dérégulatrice. **P. 10**

LUNDI 24 MARS 2025 | N° 24158 | 2,90 € | www.humanite.fr

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Des manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes pour protester contre l'incarcération du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival du président Erdogan. La contestation gagne tout le pays. **P. 2**

# RÉVOLTE TURQUE CONTRE L'ARBITRAIRE

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 36 MAD



ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES EN PAGE 13.



**ÉDITORIAL**  
PAR CÉDRIC CLÉRIN

## L'inversion des valeurs

**Peut-on parler du racisme à longueur de temps et n'en avoir cure?** Oui c'est possible. Il n'y a qu'à écouter les commentaires de la droite et de l'extrême droite à propos de la manifestation de ce week-end contre le racisme pour s'en convaincre. Laurent Wauquiez avait ouvert le bal en déclarant : « Ils détestent la France. Ils prônent la haine des juifs. Ceux qui défilent à leurs côtés en sont complices. » David Lisnard, l'un de ses adversaires à droite pour 2027, ne pouvait être en reste : « Aujourd'hui, dans les rues de Paris, des fascistes manifestent contre le fascisme », a-t-il osé en reprenant mot pour mot un éditorial de CNews.

**Il faut dire que la bosphore est une source inépuisable d'attaques** nauséabondes contre la gauche : ainsi dans le *JDD*, on peut lire que les manifestants étaient « accompagnés des communistes qui célébreront dignement leur héritage antisémite ». Oui, vous avez bien lu. Mais qu'est-ce qui meut ces gens si indignés qu'ils en perdent tout contrôle, jusqu'à verser dans le révisionnisme le plus éhonté ?

Cette droite perd tout contrôle, jusqu'à verser dans le révisionnisme le plus éhonté.

Certainement pas la cause antiraciste. Combien de projets de loi de la droite sur le sujet ? Combien d'émissions pour analyser l'augmentation de 11 % des actes racistes en France en 2024 ? Jamais aucun d'entre eux ne s'insurge contre le million de personnes qui disent avoir subi un acte raciste chaque année en France. Ce sont elles, les premières victimes de cette inversion des valeurs.

**Le sujet de fond n'intéresse pas les pyromanes du débat public** obsédés par l'immigration car ils s'accordent très bien du racisme. Ils ne font semblant de s'en émouvoir que pour taper sur la gauche afin de la décrédibiliser, de la diviser et de l'empêcher d'accéder au pouvoir. L'affiche scandaleuse de la FI sur Hanouna a donné un prétexte sur lequel se rue la coalition des intérêts réactionnaires. Un climat qui permet au RN de dénoncer à son tour « la marche pour l'antisémitisme ». C'est pourtant le seul parti dont le principal dirigeant a été condamné pour antisémitisme. Un passé que Marine Le Pen disait encore récemment « assumer totalement ». De qui se moque-t-on ? ■

# Emprisonné, le maire d'Istanbul tient tête à Erdogan

**TURQUIE** Ekrem Imamoglu vient d'être placé en détention. Dans un pays où l'indépendance n'est pas la marque de la justice, cette incarcération est vue comme une façon d'écartier le principal opposant au pouvoir. Des centaines de milliers de personnes manifestent dans tout le pays.

R ecep Tayyip Erdogan veut aller jusqu'au bout. Un tribunal turc a incarcéré dimanche son principal rival politique, le maire d'Istanbul. Dans un communiqué, le tribunal a indiqué qu'Ekrem Imamoglu, 54 ans, avait été arrêté pour « création et direction d'une organisation criminelle, acceptation de pots-de-vin, détournement de fonds, enregistrement illégal de données personnelles et manipulation d'appels d'offres publics dans le cadre d'une enquête financière ». Avec lui, vingt autres personnes sont poursuivies. Imamoglu est également accusé de terrorisme, c'est-à-dire de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mais n'a pas été formellement arrêté pour ces faits. Il a nié les accusations, les qualifiant de « calomnies inimaginables ».

« Je reste debout, je ne m'inclinerai jamais », a fait savoir sur X, via ses avocats, celui qui est toujours maire d'Istanbul, appelant ses partisans à ne pas perdre espoir. « Nous allons éradiquer ce coup d'État, cette tache noire sur notre démocratie, tous ensemble. » Une future décision de justice l'emprisonnant dans l'attente de son procès pour des accusations liées au terrorisme pourrait permettre au gouvernement

de nommer un administrateur pour gérer la plus grande ville du pays. Une condamnation entraînerait presque automatiquement son exclusion de la candidature à la présidentielle. Évidemment, le gouvernement nie que les enquêtes soient motivées par des considérations politiques et affirme que les tribunaux sont indépendants.

Depuis mercredi, la vague de protestation déclenchée par l'arrestation du maire de la capitale économique s'est répandue à travers la Turquie, atteignant une ampleur inédite depuis le grand mouvement de contestation de Gezi, en 2013, parti de la place Taksim d'Istanbul. Un lieu tellement symbolique de la révolte qu'il est totalement bouclé par la police, prête à disperser sans ménagement tout regroupement. Preuve de l'ampleur de la mobilisation, des rassemblements ont eu lieu la semaine der-

**« Nous allons éradiquer ce coup d'État, cette tache noire sur notre démocratie, tous ensemble. »**

EKREM IMAMOGLU

nière dans au moins 55 des 81 provinces turques, soit plus des deux tiers du pays, selon des informations données par le Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste social-démocrate), auquel appartient Ekrem Imamoglu. Malgré les arrestations, les provocations et les violences enregistrées (la police a déployé des canons à eau et tiré des gaz lacrymogènes, du gaz poivre et des balles de plastique sur les manifestants à Istanbul, Ankara et Izmir),



Des rassemblements ont eu lieu cette semaine dans plus des deux tiers des provinces du pays pour protester contre l'incarcération d'Ekrem Imamoglu. Ici à Istanbul, le 23 mars.

des dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées samedi devant l'hôtel de ville d'Istanbul pour le quatrième soir consécutif.

#### UNE PRIMAIRE QUI TOURNE AU PLÉBISCITE

Le CHP a maintenu la consultation qu'il avait prévue dans le cadre de la primaire destinée à désigner son candidat à l'élection présidentielle de 2028, et l'a transformée en un outil de combat. Des centaines de milliers de personnes se seraient ainsi rendues aux urnes pour plébisciter l'édile, seul en lice. Il y a pratiquement un an, le 31 mars 2024, le même Imamoglu avait politiquement humilié Erdogan en remportant de nouveau, à Istanbul, l'élection municipale qui avait été annulée. En 2019, le candidat du CHP l'avait emporté avec 14 000 voix d'écart. En 2024, la différence était de 800 000 suffrages. Double gifle pour le président turc. Lui-même avait été maire de la ville qui domine le Bosphore, devenue son marchepied pour la présidence. « La peur ne change pas votre destin ! Vous perdrez d'une manière ou d'une autre », a lancé Imamoglu à l'attention d'Erdogan dans un message publié sur X. En évoquant la primaire, le vice-président du CHP, Murat Bakan, a eu ces mots : « Ce n'est plus une urne pour les élections primaires, c'est devenu une urne pour élire Ekrem Imamoglu comme président. » Ceux qui ne sont pas membres du CHP ont également eu la possibilité d'exprimer leur soutien au maire.

« Le pouvoir de la justice est utilisé de manière abusive pour instiller la peur dans toutes les couches de la société. Nous n'avons pas peur et nous ne resterons pas silencieux », dénonçait déjà Imamoglu en janvier. Depuis les élections locales de mars 2024, onze maires, neuf du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM, qui a pris la place du Parti démocratique des peuples, HDP, défenseur de la revendication kurde) et deux du CHP dans des districts d'Istanbul, ont été destitués et remplacés par des administrateurs désignés par le gouvernement. Des dizaines de journalistes sont en prison et de nombreux médias ont été fermés.

Pour Sera Kadigil, porte-parole du Parti des travailleurs de Turquie (TIP), « l'arrestation d'Ekrem Imamoglu est un coup d'État ». « Il était clair que l'orientation principale du bloc au pouvoir, AKP (Parti de la justice et du développement d'Erdogan – NDLR) et MHP (Parti d'action nationaliste, extrême droite – NDLR), après les municipales de l'an dernier était d'intensifier l'autoritarisme. Parce que la Turquie se dirigeait à la fois vers une crise hégémonique et subissait les chocs d'une crise d'État. La population, elle, souffre socialement et économiquement », explique-t-elle à l'Humanité. « Il est fort possible que cette vague de détentions se transforme en arrestations et soit suivie

#### Des dizaines de journalistes sont en prison et de nombreux médias ont été fermés.

d'affaires qui redessineront complètement la politique turque, met-elle en garde. Mais les pressions du gouvernement, que nous avons constatées à maintes reprises, ne peuvent décourager ni le TIP ni un seul citoyen qui se bat pour ses libertés les plus fondamentales. »

Le bras de fer engagé pourrait durer et il est à craindre que le pouvoir opte pour la carte de l'affrontement violent. Erdogan joue sur du velours. Avec une redoutable intelligence politique, il utilise tous les paramètres à sa disposition pour « faire le ménage » dans son propre pays. Ainsi, il s'affiche comme partenaire indispensable d'une Europe de la défense qui ne va certainement pas le repousser, lui et son armée de 350 000 hommes, la deuxième en effectif au sein de l'Otan. Il sait même utiliser la question kurde à ses propres fins, desserrant officiellement l'étau et permettant à Abdullah Öcalan de prôner la fin de la lutte armée et la dissolution du PKK. Son ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, va jusqu'à soutenir que « les droits des Kurdes de Syrie bafoués sous le régime Assad doivent être rétablis ». De quoi déstabiliser une population kurde pas toujours attirée par les kényalistes du CHP. Le duel Erdogan-Imamoglu ne fait que commencer. ■

PIERRE BARBANCEY

# « Une tentative de manipuler le processus politique »

La députée CHP **Aysu Bankoglu** explique la stratégie de Recep Tayyip Erdogan. En écartant le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, qui pourrait le battre en 2028, le président turc veut garder le pouvoir coûte que coûte.



Le 23 mars à Istanbul. Dans ce bureau de vote, des électeurs se pressent pour participer à la primaire du CHP, le parti d'Ekrem Imamoglu.  
UMIT BEKTAS/REUTERS

**A**vocate, Aysu Bankoglu est depuis 2018 députée du Parti républicain du peuple (CHP, kényaniste social-démocrate) de Bartın, région de la mer Noire. Lorsque nous l'avons jointe, le 23 mars, elle se trouvait au tribunal pour assister à l'audience qui a abouti à l'incarcération du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu.

## Comment réagissez-vous à l'arrestation d'Ekrem Imamoglu ?

Le maire de la métropole d'Istanbul et candidat à la présidentielle, Ekrem Imamoglu,

ainsi que 106 personnes ont été arrêtées. Il a été formellement placé en détention ce dimanche 23 mars. Ce même jour, l'accès à Internet a été restreint, les routes et le métro ont été fermés, l'accès aux réseaux sociaux a été limité et les retransmissions en direct des chaînes de télévision ont également été bloquées par le RTÜK (le Conseil supérieur de l'audiovisuel turc). Depuis le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, c'est la première fois que le maire d'Istanbul est arrêté de cette



AYSU BANKOGLU  
Avocate,  
députée CHP

manière. Ce qui s'est passé par la suite ne s'était jamais produit, même lors d'un coup d'État. Et pourtant la Turquie en a connu plusieurs. C'est dire la gravité de la situation.

## Quelle est la stratégie du président turc et de sa formation politique, le Parti de la justice et du développement (AKP) ?

Le président Erdogan a utilisé la justice pour emprisonner notre candidat à la présidentielle, qui, rappelons-le, bénéficiait d'un large soutien social, par le biais de complots, de calomnies

et de fausses preuves. D'ailleurs, l'accusation ne dispose d'aucune preuve légale. L'enquête a été ouverte à partir de « témoins clandestins » et de déclarations calomnieuses qui ne sont que des rumeurs. Ainsi, ils veulent s'emparer de la municipalité métropolitaine d'Istanbul et interdire officiellement à notre candidat de participer à l'élection présidentielle. Comme on le sait, Ekrem Imamoglu est un candidat déjà élu à trois reprises par des millions de Stambouliotes. Le moment choisi pour procéder à ces arrestations ne laisse planer aucun doute sur leurs intentions véritables. Ekrem Imamoglu est non seulement un dirigeant élu, certainement l'une des personnalités politiques les plus en vue en Turquie aujourd'hui, mais aussi et surtout un candidat de premier plan à la prochaine élection présidentielle, qui doit se dérouler en 2028. Le prendre pour cible à un moment aussi crucial témoigne d'une tentative délibérée de manipuler le processus politique et de limiter le choix des électeurs. Le droit de participer aux élections, en tant que candidat comme en tant qu'électeur, doit être protégé, car il est un pilier de la gouvernance démocratique.

## Quels sont les buts réels recherchés par Recep Tayyip Erdogan ?

L'objectif d'Erdogan est clairement de diriger le pays jusqu'à sa mort. Pour cela, il ne se prive pas d'ignorer toutes les pratiques, règles et normes démocratiques. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est notre République et notre démocratie. Des millions de citoyens, notamment les jeunes, se mobilisent sur les places publiques de Turquie pour défendre leur pays. Alors que le gouvernement perd son soutien social, il tente de survivre grâce à des outils répressifs, en recourant à la détention, à la force contre l'opposition.

## Comment comptez-vous empêcher Erdogan et ses alliés de parvenir à leurs fins ?

La place Sarachane d'Istanbul, siège de la municipalité de la ville, est devenue un lieu symbolique. Dans toutes les villes de Turquie, les citoyens sont dans la rue pour revendiquer leurs droits, réclamer justice et défendre la démocratie. Depuis des jours, des dizaines de milliers de personnes scandent le poème de Brecht contre le fascisme hitlérien, devenu un slogan mondial : « Personne ou tout le monde ! Tout ou rien ! Un homme seul ne peut pas sauver sa peau. » Par ailleurs, ce dimanche s'est tenue la primaire de notre parti. Des millions de personnes ont voté dans les urnes pour le seul candidat, Ekrem Imamoglu. Dès l'ouverture du scrutin que nous avons organisé pour cette primaire, nous avons vu des milliers et des milliers de personnes aller voter dans leurs quartiers. Ce geste marque le soutien populaire à Ekrem Imamoglu. Nous savons que nous ne pourrons vaincre la dérive autoritaire que par notre lutte pour la démocratie. Quoi qu'il arrive, nous continuerons d'être sur les places et dans les rues aux côtés de notre peuple. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

« Je ne veux pas être complice de l'assassinat des hommes ni de celui des mots, c'est-à-dire de la vérité. »

Asli Erdogan

## LA FEMME DU JOUR



Marie-Julie Bonnin

Malgré sa médaille de bronze début mars lors des championnats d'Europe aux Pays-Bas, la perchiste Marie-Julie Bonnin (23 ans) était loin d'être la favorite pour ces championnats du monde indo-or qui se déroulaient à Nankin (Chine). Elle avait même hésité à se déplacer. Et pourtant la Française a été sacrée championne du monde en salle du saut à la perche ce samedi, avec une barre à 4,75 m. Elle devance la Slovène Tina Sutej et la Suisse Angelica Moser (4,70 m). Marie-Julie Bonnin devient la première Française championne du monde à la perche et, par la même occasion, elle apporte la première médaille à l'équipe de France dans ces Mondiaux. La Bordelaise avait du mal à qualifier sa performance, allant jusqu'à dire : « Je n'en reviens pas. Franchement, c'est un vrai braquage ! » ■

ÉRIC SERRES

## L'œil de Bobika



## LA BONNE NOUVELLE Un traitement révolutionnaire contre l'arthrose

Un nouveau gel injectable à base d'acide hyaluronique promet de freiner l'arthrose tout en permettant aux médecins de suivre son action en temps réel. Cette avancée importante, publiée dans la revue *Theranostics*, a été mise au point par une équipe interdisciplinaire de scientifiques du CNRS, de l'université Grenoble-Alpes, de l'Inserm et du CHU de Grenoble-Alpes. Testé avec succès sur des souris, il faudra attendre les essais cliniques chez l'humain. Ce gel « théranostique » combine deux propriétés

inédites, action thérapeutique et diagnostic. Si les résultats sont confirmés, on pourrait parler de révolution dans la prise en charge de cette maladie dégénérative qui touche des millions de personnes. À l'heure actuelle, l'efficacité des traitements que sont les injections d'acide hyaluronique n'est pas évidente, car ils ne permettent pas de savoir comment le produit se répartit, ni combien de temps il reste en place dans l'articulation. ■

LATIFA MADANI

## COUP DE PROJECTEUR

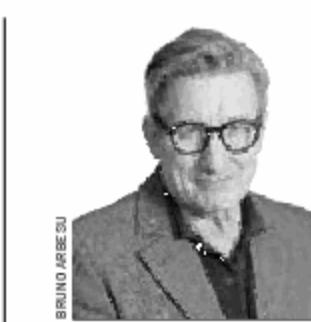
### Les « enfants de la Creuse » enfin indemnisés ?

La reconnaissance du préjudice subi par ces plus de 2 000 Réunionnais, surnommés « les enfants de la Creuse », arrachés de leurs familles entre 1962 et 1984 se fait pas à pas. Dix ans après le vote d'une résolution rétablissant la « responsabilité morale » de l'État français dans cet exil forcé de mineurs, l'Assemblée nationale devrait se pencher prochainement sur la question de leur réparation financière. La députée Karine Lebon, du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, va déposer, mercredi, une proposition de loi prévoyant « l'attribution d'une allocation spécifique valant réparation pour les ex-mineurs transplantés ». Celle-ci pourrait atteindre entre 20 000 et 25 000 euros. « C'est très peu pour une enfance brisée, reconnaît Karine Lebon à *Libération*, mais c'est tout de même mieux qu'1 euro symbolique. »

## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Travail** Ils sont tous originaires de Guinée et travaillent depuis plusieurs années pour des plateformes de livraison à domicile qui profitent de leur situation administrative pour les surexploiter. Reportage auprès d'eux et des 500 militants poitevins qui se sont rassemblés, le 22 mars, pour les soutenir dans leur démarche collective de demande d'admission exceptionnelle au séjour.

**Féminisme** Attention aux contrefaçons ! Dans notre émission *Le torchon brûle*, Hélène Vezier (Madame Meuf) nous parle de Sarah Knafo, du collectif Némésis et de toutes celles qui se drapent dans un féminisme de façade pour mieux servir l'agenda réactionnaire. On peut rire, même des arnaques de l'extrême droite.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Ironie ?

Il faut beaucoup de bonne volonté à Bruno Jeudy, directeur de la rédaction de *la Tribune dimanche*, pour saluer dans son éditorial, suivi de deux pages consacrées à François Bayrou, les cent jours de ce dernier à Matignon. On comprend bien que l'hebdomadaire de Rodolphe Saadé, proche d'Emmanuel Macron, fasse preuve d'empathie, mais là ça tient presque du sacerdoce. « Malgré une impopularité jamais vue depuis Édith Cresson, Bayrou peut prolonger son bail et faire mieux que les deux cent quarante jours d'Attal. Dans cette drôle d'époque caractérisée par la confusion et l'incertitude, il apparaît comme l'homme de la situation. » Et comment ! En reprenant les mots de l'extrême droite sur la « submersion migratoire », en se déjugeant sur les retraites, sans même parler des « embarras » de l'affaire Bétharram... Mais il a déjà tenu davantage que Michel Barnier. « Pour lui, c'était important de faire plus », note un de ses proches. On voit l'ambition du projet. Il est vrai que Bruno Jeudy a titré son édito « L'art de la survie ». De l'ironie ? ■



## C'EST UN MONDE

### Valls inactif, Riner tape du poing

« Il faut que les Antillais puissent vivre normalement et avoir des prix corrects. » Sur le plateau de l'émission *Clique* sur Canal Plus, le judoka guadeloupéen multimédaillé Teddy Riner a réitéré son coup de gueule contre la vie chère en outre-mer et ciblé Manuel Valls : « Le message que j'ai envie d'adresser, c'est à ce ministre qui a été missionné, mandaté. Il a dit qu'il allait prendre ce dossier à bras-le-corps... J'attends. (...) Il faut s'occuper des gens, comme il se doit, et arrêter de se foutre d'eux. » Aux Antilles, les denrées alimentaires sont en moyenne 40 % plus chères qu'en France hexagonale, selon l'Insee. La population se sent délaissée par le gouvernement, qui promet pourtant depuis des mois d'agir en profondeur. « Je suis désolé de mettre cette pression sur ce ministre mais, quand on dit, on fait », conclut Teddy Riner.

**Q**u'elle parle de la météo du jour ou du contexte politique, Myriam emploie la même expression : « *Le temps vire au gris* ». À 56 ans, cette agente d'entretien syndiquée à la CGT a pourtant traversé d'autres temps, tempêtes et éclaircies. Toute sa vie, elle a vu l'extrême droite parader, persifler et tenter de « *braquer les urnes et les esprits* ». Elle a même ressenti sa brutalité jusque dans sa chair. Un jour d'octobre 1993, sous ses yeux, devant son propre domicile à Montreuil (Seine-Saint-Denis), son frère est roué de coups par trois militants du Front national. Sans aucune raison.

« *Ils ne voyaient en lui qu'un étranger, un Marocain, un moins que rien* », se souvient-elle, les qualifiant de « *sales fachos* » comme elle le faisait à cette époque. Trente-deux ans plus tard, Myriam n'a pas baissé la tête. Ce samedi 22 mars, à Paris, place de la République, elle participe comme des milliers de personnes à la manifestation contre le racisme et l'extrême droite.

Déterminée à leur dire non, bien qu'elle désespère fortement : « *L'extrême droite est de plus en plus forte et puissante. Elle a tout : les votes, l'argent, les médias...* » À ses côtés, sa fille de 26 ans, restée muette jusqu'alors, souffle. « *On se sent de plus en plus impuissantes et désespérées, mais on n'a pas le droit d'abandonner* », déclare-t-elle. Elles n'y ont d'ailleurs jamais pensé.

#### « IL Y A UN CONTINUUM RACISTE DANS CE PAYS »

Appuyé sur son vieux vélo Peugeot, Théo, jeune communiste de 22 ans, n'entend pas non plus poser le drapeau. Pourtant, lui aussi décrit l'époque comme « *incertaine* », mère de ses inquiétudes « *dévorantes* » et de sa fatigue « *totale* ». « *Il y a comme une odeur de pourri, déplore-t-il. Augouvernement, Retailleau ou Darmanin se permettent toutes les folies. Contre le voile, l'immigration, l'Algérie... Ils poussent le RN à la surenchère et c'est la contamination : les médias Bolloré reprennent leurs propos et donnent le tempo à tous les autres médias...* »

*Et nous, à gauche, on lutte, mais on subit. Rien de plus normal en milieu hostile, en même temps.* »

Dans les rangs de la manifestation parisienne, d'autres ne sont cependant pas tendres non plus avec la gauche. Ce camp qui a pu leur faire espérer des jours meilleurs il y a seulement

« *Retailleau ou Darmanin se permettent toutes les folies. Contre le voile, l'immigration, l'Algérie.* »

THÉO, 22 ANS, COMMUNISTE

un peu plus de huit mois de cela avant de se diviser. « *Je ne comprends plus les miens, dégaine Rosy, 72 ans, tee-shirt Greenpeace sur le dos. Qu'il y ait des oppositions au sein du Nouveau Front populaire, c'est normal, c'est l'histoire de la gauche. Et c'est sain. Mais quand j'entends les uns traiter les autres de traîtres ou d'antisémites, quand je les vois préférer l'individualisme à l'unité, j'ai envie de les secouer. Sans unité, on perdra les gens. Déjà que nous n'avons pas l'argent, nous n'irons pas très loin en se présentant nus face au rouleau compresseur de l'extrême droite.* »

Il va pourtant falloir serrer les rangs pour affronter les nombreux défis à venir. Face aux progressistes, « *l'offensive réactionnaire* » prend de l'ampleur, comme le dénonce Dominique Sopo, président de SOS Racisme. Jusqu'à menacer les « *3,5 millions de travailleurs étrangers sans papiers ou en grande difficulté pour renouveler leurs titres de séjour* », s'inquiète Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. « *Nous ne devons pas céder face aux réactionnaires. Il faut rappeler à tous ceux qui vivent en France qu'ils sont les bienvenus et légitimes à être en France* », tonne Sigrid Gérardin, ex-candidate PCF aux élections européennes.

« *Le moment est grave. Il y a un continuum raciste en France, de chaîne en chaîne, et relayé de l'extrême droite à la Macronie. Il existe aussi une internationale* »



REPORTAGE

# Face à l'extrême droite, « ne pas abandonner »

**MANIFESTATION** Des dizaines de milliers de personnes se sont réunies dans toute la France contre le racisme et l'extrême droite à l'appel d'ONG et des organisations syndicales et politiques de gauche. À Paris, les participants oscillent entre détermination et inquiétude.



Le 22 mars à Paris. CARINE SCHMITT/HANS LUCAS

réactionnaire, de Trump à Poutine, de Milei à Netanyahu. « Il faut la combattre ! » lance de son côté Mathilde Panot, cheffe du groupe de la France insoumise (FI) à l'Assemblée nationale, reléguée en queue de cortège. Faut-il y voir une conséquence de la polémique qui a agité les jours précédant la marche ?

En question : les accusations d'antisémitisme à la suite de la publication d'une affiche par le mouvement de Jean-Luc Mélenchon annonçant cette même manifestation et représentant l'animateur Cyril Hanouna sourcils froncés et visage agressif et grimaçant. Le visuel a ensuite été retiré et certains des représentants de la FI ont admis une « erreur », au contraire de son fondateur, qui a refusé de faire tout mea culpa. Présentes en nombre lors de cette manifestation, les associations de lutte contre l'antisémitisme se trouvaient, elles, dans le Carré de tête aux côtés des syndicats. ■

ANTHONY CORTES

## VIOLENCES UN JOURNALISTE FRAPPÉ PAR LA POLICE

Caméra professionnelle au poing, brassard presse jaune fluo, Clément Lanot était identifiable comme journaliste au premier coup d'œil, lors de la manifestation parisienne ce samedi. En fin de journée, alors que quelques affrontements éclatent place de la République, le journaliste de l'agence de presse CLPRESS a pourtant été mis à terre par un policier qui lui a ensuite porté un coup de matraque à la tête. Une violence policière qu'a refusé de reconnaître le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, sur BFMTV, prétextant qu'il était « quasiment impossible » d'identifier « qu'il s'agissait d'un journaliste ». Ce que réfute Clément Lanot, images à l'appui.

## Des syndicats unis contre les racismes au travail

Les huit organisations qui avaient fait front contre la réforme des retraites en 2023 se sont mobilisées, ce 21 mars, pour faire reculer les discriminations en milieu professionnel. Selon la Défenseure des droits, 50 % de ces actes se situent dans l'emploi, privé ou public.

**U**n tract et cinq affiches pour une campagne unitaire contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie au travail. Ce vendredi 21 mars, à la bourse du travail de Paris, l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, FSU, Uns, Solidaires) au grand complet a présenté le matériel mis à la disposition de ses équipes militantes pour lutter contre ces discriminations dans les entreprises.

Selon Sophie Binet (CGT), « le racisme et l'antisémitisme ne relèvent ni de l'humour ni de l'opinion. Cela ne fait pas débat entre nos organisations. On ne lutte pas contre le racisme sans lutter contre l'antisémitisme ». De son côté, Laurent Escure (Unsa) n'oublie pas le contexte politique : « Nous assistons à une offensive de haine organisée partout dans le monde. La démocratie et le progrès humain reculent. Le syndicalisme doit tenir le drapeau et exiger le respect de la loi. »

En introduction, la Défenseure des droits, Claire Hédon, a dressé un constat inquiétant. Son autorité administrative a vu les saisines pour discriminations baisser en 2024, alors que, selon le ministère

de l'Intérieur, les crimes et délits racistes, xénophobes ou anti-religieux sont en hausse de 11 %. « Cela montre une interrogation sur l'utilité de saisir les autorités, mais aussi une peur des représailles, note Claire Hédon. Les discriminations ne sont pas uniquement le produit d'actes individuels, mais se déploient dans l'intégralité des activités sociales, y compris le travail. Elles engendrent des effets durables et délétères, pour les victimes, mais aussi dans notre cohésion sociale. »

### UN RAPPEL À LA LOI

Les appels pour bénéficier d'une écoute ou d'une information au 3928, le numéro antidiscriminations de l'autorité, ont augmenté de « 53 % entre mai et juin 2024, faisant écho au climat de peur et à la montée de la haine antisémite et antimusulmane ». Pour Marylise Léon (CFDT), « nos organisations doivent être mobilisées, sinon nous raterions une partie de nos responsabilités dans le monde du travail ». ■

D'autant que, selon la Défenseure des droits, 50 % de ces actes se situent dans l'emploi privé comme public. « Donnons de la visibilité à ce combat, avec une présence accrue sur les lieux de travail. Dans les déserts

syndicaux, les violences et actes racistes prolifèrent davantage », relève Caroline Chevè, secrétaire générale de la FSU.

Si le tract commun se focalise sur un rappel à la loi en cas d'actes racistes (possibles d'une peine allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende), les syndicats sont force de proposition contre le fléau. « Pourquoi ne pas former des référents racisme, sur le modèle des référents harcèlement sexuel ? » lance Cyril Chabanier (CFTC). De son côté, Sophie Binet rappelle que « l'arsenal juridique ne fait pas peur, car il n'a pas les moyens de sanctionner ». ■

Pour la secrétaire générale de la CGT, « des formations pour les ressources humaines et les instances représentatives du personnel doivent être rendues obligatoires, en plus de la sensibilisation des salariés », tout en appelant le patronat à assumer ses responsabilités. Pas en reste, Anne-Catherine Cudennec, secrétaire nationale de la CFE-CGC, prévient : « Les salariés passent un gros tiers de leur journée dans l'entreprise. Nous sommes en droit d'attendre un endroit exempté de discriminations. » ■

NAÏM SAKHI



Le 21 mars, la Défenseure des droits, Claire Hédon à la bourse du travail de Paris : « Les discriminations au travail engendrent des effets durables et délétères » NICOLAS CLEUET/LE PICTORIUM



L'acteur à la 74<sup>e</sup> Mostra de Venise, le 6 septembre 2017. FILIPPO MONTEFORTE/AFP

# Gérard Depardieu enfin devant les juges

**JUSTICE** Après un report à l'automne, le procès du « monstre du cinéma français » pour agressions sexuelles doit s'ouvrir ce 24 mars devant le tribunal correctionnel de Paris. Une première étape pour l'acteur également mis en cause pour viols.

Cette fois Gérard Depardieu devrait être présent ces 24 et 25 mars devant le tribunal correctionnel de Paris pour répondre des faits d'agression et de harcèlement sexuel et d'outrage sexiste. Prévu en octobre, ce premier procès de l'acteur accusé de gestes déplacés, de commentaires salaces et de viol, par de nombreuses femmes, avait été reporté pour raison de santé. Son avocat, M<sup>e</sup> Jérémie Assous, avait alors mis en avant un quadruple pontage coronarien et un diabète amplifié par le stress du procès. Cette fois, l'expert médical mandaté par la justice a

établi que l'acteur de 76 ans était apte à comparaître. La défense de l'artiste devrait néanmoins continuer à jouer cette carte, son avocat prévenant déjà que les journées d'audience ne devraient pas excéder six heures avec des pauses « lorsque Gérard Depardieu en aura besoin ».

Cette première audience publique est l'aboutissement de plaintes déposées en février puis en mars 2024. Deux femmes, Amélie K., décoratrice, et Sarah, assistante du réalisateur, mettent en cause le comportement de Gérard Depardieu sur le tournage du film *les Volets verts*, de Jean Becker, en 2021. La première a notamment raconté à Mediapart comment l'acteur l'avait « attrapée avec

brutalité », « bloquée en refermant ses jambes sur (elle) comme un crabe », puis lui aurait « pétri la taille, le ventre, en remontant jusqu'à (ses) seins », le tout en tenant des « propos obscènes ». La seconde plaignante fait également le récit d'attouchements répétés. Les deux femmes avaient reçu respectivement six et sept jours d'incapacité totale de travail après les faits.

Par le biais de leurs avocats, les plaignantes ont exprimé leur désir de voir la procédure aller à son terme. « Ma cliente espère que cette fois le procès aura bien lieu », a ainsi déclaré à l'AFP M<sup>e</sup> Carine Durrieu Diebolt, qui redoute « des manœuvres de la défense de l'acteur pour

qu'il échappe à son procès ». Leurs accusations ont bénéficié du soutien de l'actrice Anouk Grinberg, également présente sur le tournage des *Volets verts*. « J'ai toujours entendu (Gérard Depardieu) avoir des propos sexuels, graveleux », mais son comportement a « très, très gravement empiré, avec la permission du métier qui le paie pour ça et qui couvre ses délits », a-t-elle fustigé dans la presse. Elle a également dénoncé le silence et l'impunité entourant l'acteur alors que, « quand des producteurs de films engagent Gérard Depardieu sur un film, ils savent qu'ils engagent un agresseur ».

## DEPUIS 2018, LES MISES EN CAUSE SE MULTIPLIENT

Ce procès pourrait être suivi d'autres procédures contre l'acteur. Le 14 août dernier, le parquet de Paris a en effet demandé son renvoi devant une cour criminelle pour viols et agressions sexuelles sur la comédienne Charlotte Arnould. Cette dernière avait déposé plainte fin août 2018 pour deux viols qui se seraient déroulés, quelques jours avant, au domicile parisien de l'acteur. D'abord classé sans suite, le dossier a été rouvert en mars 2020 grâce au dépôt d'une nouvelle plainte, à Paris, avec constitution de partie civile. Gérard Depardieu pourrait aussi avoir à répondre devant le parquet national financier, qui a ouvert en février 2024 une enquête préliminaire pour « fraude fiscale, fraude fiscale aggravée et blanchiment de fraude fiscale aggravée ». Il est soupçonné de s'être fictivement domicilié en Belgique depuis 2013 pour se soustraire au paiement de l'impôt en France.

Depuis 2018, les mises en cause se multiplient contre la star du cinéma français. En tout, 22 femmes l'ont accusé dans la presse, et six ont porté plainte devant la justice. Le 19 mars encore, Mediapart a publié trois nouveaux témoignages de femmes agressées par l'acteur rencontré hors du milieu du cinéma. Son cas s'est encore aggravé aux yeux du public, en décembre dernier, avec la diffusion par le magazine *Complément d'enquête* d'extraits d'un film réalisé lors d'un voyage en Corée du Nord. On y voit Gérard Depardieu multiplier les propos misogynes et sexuels, y compris à l'encontre d'une fillette.

Malgré ces nombreuses mises en cause, Gérard Depardieu bénéficie encore de nombreux soutiens dans le milieu du cinéma et au-delà. Celui qui a toujours nié toutes les accusations en affirmant n'avoir « jamais abusé d'une femme » est devenu un symbole pour tout un courant de pensée hostile à la libération de la parole des femmes et qui minimise les agressions sexuelles au nom de la sauvegarde d'une prétendue « galanterie à la française ». À commencer par le président Emmanuel Macron, qui avait volé au secours du comédien en décembre 2023, en saluant un « immense acteur » qui « rend fière la France » et en dénonçant « une chasse à l'homme ». ■

HÉLÈNE MAY

# Un rabbin agressé devant sa synagogue

**ANTISÉMITISME** Le rabbin d'Orléans, Arié Engelberg, a été la cible de violences samedi. Un suspect de 16 ans est en garde à vue.

**A** lors qu'il rentrait d'une célébration de shabbat, le rabbin d'Orléans, Arié Engelberg, a été violemment agressé devant sa synagogue, samedi 22 mars. Selon les informations de l'antenne locale de France 3, l'assaillant se serait assuré de sa religion - « Vous êtes juif? » aurait-il demandé - avant de l'insulter et de le rouer de coups de poing et de coups de pied, allant jusqu'à lui mordre l'épaule. La scène s'est déroulée sous les yeux du fils du rabbin, un enfant de 9 ans.

La procureure de la République d'Orléans, Emmanuelle Bochenek-Puren, a aussitôt ouvert une enquête pour « violences volontaires commises en raison de l'appartenance réelle ou supposée

de la victime à une religion ». Interpellé dans la soirée par des policiers de la brigade anticriminalité (BAC), le principal suspect de cette attaque antisémite est un mineur de 16 ans connu pour des affaires de stupéfiants à Marseille et pour un vol aggravé à Orléans. Selon les informations de France 3, le jeune homme aurait déclaré en garde à vue être d'origine palestinienne.

## 1570 ACTES ANTISÉMITES ONT ÉTÉ RECENSÉS EN FRANCE EN 2024

Cette agression a suscité une vague d'indignation. « L'antisémitisme est un poison. Nous ne céderons ni au silence ni à l'inaction », a réagi Emmanuel Macron. « L'antisémitisme n'a pas sa place en France. Chacun doit pouvoir vivre sa foi en sécurité », écrit aussi le secrétaire national



Le 23 mars, devant la synagogue d'Orléans. JEAN-FRANÇOIS MONIER/AFP

du PCF, Fabien Roussel. Du côté du Parti socialiste, Olivier Faure s'est ému de l'âge de l'agresseur : « Que ce soit un mineur de 16 ans qui ait été interpellé invite chacun à la responsabilité. » Quant à la France insoumise, alors que le parti était ces derniers jours la cible d'accusations d'antisémitisme pour une affiche caricaturant Cyril Hanouna, ses députés ont réagi de manière unanime. Son coordinateur, Manuel Bompard, a remercié ceux qui se sont interposés pour protéger le rabbin et appeler la police : « Contre une agression raciste, antisémite ou islamophobe, la fraternité est la règle », a-t-il expliqué.

« Aucune attaque envers une personne en raison de sa religion ne saurait être tolérée. La haine religieuse n'a aucunement sa place en France », insiste la France insoumise du Loiret dans un communiqué. Schahin Karagoz, secrétaire de la section du PCF

d'Orléans, s'inquiète du contexte dans lequel survient cette agression, « marqué par une inquiétante recrudescence des actes antisémites qui menace les principes fondamentaux de notre République ». « Cette agression a eu lieu le même jour où se tenait une manifestation contre les discriminations raciales, remarque-t-il. Le combat contre toutes les formes de haine reste plus que jamais d'actualité. »

Ce nouvel épisode de violence antisémite intervient trois jours après l'incendie volontaire de l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, tristement connu

depuis les attentats terroristes du 9 janvier 2015. 1 570 actes antisémites ont été recensés en France en 2024. Selon la Commission nationale consultative des droits de l'homme, ils ont augmenté de 284 % en 2023. ■

MARGOT BONNÉRY

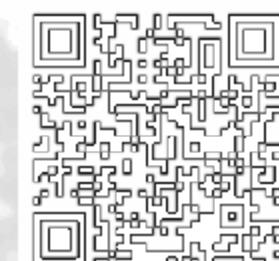
**« L'antisémitisme n'a pas sa place en France. Chacun doit pouvoir vivre sa foi en sécurité. »**

FABIEN ROUSSEL, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

## UN HORS-SÉRIE DE L'HUMANITÉ



POUR COMMANDER EN LIGNE ET RÉGLER PAR CARTE BANCAIRE, CAPTUREZ CE QR CODE À L'AIDE DE VOTRE SMARTPHONE



## JE COMMANDE \*

Le hors-série *Dans l'enfer des camps* au prix de 11 € + 3 € de frais de port \*\*, soit 14 € x exemplaire(s) = €

TOTAL DE MA COMMANDE €

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours

\*\* France métropotaine

PRÉNOM .....

NOM .....

ADRESSE .....

VILLE .....

CODE POSTAL .....

TÉLÉPHONE .....

E-MAIL .....

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :

L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION 33, rue des Granges Galand 37550 SAINT-AVERTIN



## DÉBRAYAGES À YOPLAIT

Depuis le 18 mars, la CGT appelle les salariés des trois sites de l'usine Yoplait du Mans (Sarthe) à des débrayages quotidiens. Le but est de peser sur les négociations annuelles obligatoires afin d'obtenir 10 % d'augmentation.

## GRÈVE À LA BNF

Le personnel de la BNF a fait grève le 22 mars, à l'appel de la CGT, de SUD et de la FSU. L'intersyndicale dénonce la précarité et les sous-effectifs. Une assemblée, le 25 mars, décidera de la reconduction du mouvement, même si une mobilisation est déjà prévue le 27 mars.

## DÉTRESSE DES AGENTS EN EHPAD

À l'Ehpad de l'hôpital de Kerdurand, à Riantec dans le Morbihan, 12 agents sur 21 sont en arrêt depuis début mars. La CGT, qui a ouvert une procédure pour danger grave et imminent, dénonce des conditions de travail très dégradées en raison des sous-effectifs.

# Le vin français face à la menace douanière des États-Unis

## VITICULTURE

La hausse de 200 % des droits de douane brandie par Donald Trump serait un coup terrible pour une filière, déjà mal en point. Cela peut aussi être l'occasion de sortir le secteur de sa spirale financière, selon la Confédération paysanne.

**A**utant dire qu'une hausse des droits de douane de 200 % sur les vins et alcools européens signerait la fin des exportations de bouteilles vers les États-Unis. Et Donald Trump agite cette menace sur un secteur viticole français déjà au plus mal. « On traverse une crise économique d'une ampleur phénoménale, comparable avec celle qu'on a connue en 1907 », assure Didier Gadea, président du Modef de l'Hérault.

Il fait référence à la crise de surproduction qui avait alors frappé le secteur, face à l'importation de vins algériens notamment. « Ajouter une hausse des droits de douane là-dessus peut être un accélérateur vers la catastrophe. Il reste encore



Face à la surproduction, « on a arraché 100 000 hectares de vignes ces vingt dernières années, sans que cela règle le problème », souligne Didier Gadea du Modef. SÉBASTIEN ORTOLA/REA

quelques vignerons paysans mais, à ce rythme, ce ne sera plus pour longtemps », prévient le viticulteur en pays d'oc, qui n'attend pas grand-chose d'une réponse européenne : « Si elle réagit, ce sera pour défendre les machines-outils allemandes, pas pour les viticulteurs français. »

La filière vin est certainement la plus financiarisée du monde de l'agriculture. Tous les outils, toutes les régulations qui auraient pu protéger les vignerons face à la

crise ont petit à petit été détricotés. « La viticulture s'est engouffrée dans le libre-échange, la mondialisation... Et elle n'est pas résiliente », remarque Thomas Gilbert, secrétaire national de la Confédération paysanne. « Tout ce qui pouvait réguler le marché a été sabordé », confirme Didier Gadea. Il donne l'exemple du cognac dans les années 2010, quand, grâce à l'exportation massive vers les États-Unis, les bouteilles s'arrachaient.



**25 mars** À Arles (Bouches-du-Rhône), à 12 h 30, meeting en présence de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, devant la bourse du travail.

**25 et 26 mars** Les assises de la santé et de la sécurité des travailleurs et des travailleuses se tiendront à la bourse du travail de Paris.  
**26 mars** Rassemblement devant le commissariat

de Nanterre (Hauts-de-Seine), en soutien au secrétaire général de la CGT commerce, après une plainte à son encontre déposée par Metro.  
**7 avril** Le collectif Notre santé n'est pas à vendre propose de battre

Les négociants ont voulu produire toujours plus, ont poussé les institutions à déréguler pour pouvoir planter jusqu'à 12 000 hectares de vignes en une seule année. « *Et, aujourd'hui, ils se retrouvent en crise de surproduction, en première ligne face à la hausse des droits de douane* », souligne le viticulteur. Les deux syndicats de gauche dénoncent ainsi l'ouverture des droits de plantation, une dérégulation qui a accéléré la financiarisation du secteur. « *Des vignes ont été plantées sur des terrains hyperproductifs et ont produit d'énormes quantités de vins médiocres qui ont inondé le marché*, explique Thomas Gibert. Ces champs seraient plus adaptés aux cultures pour l'alimentation, alors qu'il y a des terrains en coteaux où seule la vigne pousse, et où sont faits les meilleurs vins : quand les racines vont puiser les nutriments en profondeur. »

#### « LE MODEF MILITE POUR LA RESTAURATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR »

Pour la Confédération paysanne, l'arrachage subventionné de vignes est un bon moyen de réguler la surproduction, mais aussi de pousser des orientations stratégiques. Les campagnes actuelles sont mal pensées et favorisent la concentration des vignes : ce sont les viticulteurs en difficulté qui arrachent, pas les gros industriels du vin. « *Il faut privilégier l'arrachage des parcelles adaptées à d'autres cultures à vocation d'alimentation humaine* », insiste le syndicat.

Didier Gadea est bien plus réservé sur la pratique. « *On a arraché 100 000 hectares de vignes ces vingt dernières années, sans que cela règle le problème* », fait-il remarquer. Il insiste toutefois également sur la concentration du secteur.

« *Comme dirigeant syndical, j'ai reçu deux lettres de présidents, de Sarkozy en 2012 et de Macron en 2017, ils disaient la même chose : pour lutter contre la baisse de la demande, il fallait concentrer l'offre*, se souvient-il. Résultat, le négoce est tout-puissant. »

Sur son merlot en IGP (indication géographique protégée) Pays d'Oc, il touche 36 centimes par bouteille, quand, en grande surface à moins de 10 kilomètres de chez lui, son vin est vendu 11 euros. « *Il faut un contrôle des prix*, tranche le viticulteur. Avec le Modef, on milite pour la restauration du coefficient multiplicateur, qui avait été supprimé en 1987 par François Guillaume, le ministre de l'Agriculture et ancien patron de la FNSEA. » Si ce coefficient est fixé à 2, par exemple, le négociant ne peut revendre le produit plus de deux fois plus cher qu'il l'a acheté. « *C'est vertueux car il n'aura pas intérêt à s'approvisionner en vin à 30 centimes qu'il ne pourra mettre sur le marché qu'à 60. S'il l'achète à 2 euros, c'est plus avantageux pour tout le monde* », explique Didier Gadea.

Le cheval de bataille de la Confédération paysanne est plutôt l'instauration d'un prix garanti pour les producteurs et des tarifs minimaux à l'importation pour éviter que la concurrence se fasse en tirant toujours vers le bas la rémunération des paysans du monde entier. « *Ce n'est pas un repli sur soi, mais un protectionnisme internationaliste, en faveur de la souveraineté alimentaire des peuples*, assure Thomas Gibert. Cette crise et ces menaces de hausse de barrières douanières sont une opportunité pour repenser le commerce international, de revoir nos priorités en Europe. » ■

PIERRIC MARISAL

le pavé contre le « *recul historique de l'accès aux soins* ». ■

**28 avril** La CGT construction organise une journée sur les morts au travail, devant le CHU d'Angers (Maine-et-Loire).



L'ex-PDG d'EDF devant la centrale de Penly à Petit-Caux (Seine-Maritime), le 9 décembre 2022. LOU BENOIST / AFP

## Le patron d'EDF remercié par Emmanuel Macron

**ÉNERGIE** Luc Rémont, en désaccord sur la stratégie concernant la relance du nucléaire, a été congédié vendredi. Il devrait être remplacé par le directeur général de Framatome, Bernard Fontana, officiellement pour « accélérer » le chantier des centrales.

**D**urant deux ans et demi, Luc Rémont avait fait de la relance du nucléaire une priorité. Mais ses désaccords avec l'État, redevenu l'unique actionnaire en 2023, sur la stratégie à adopter lui auront coûté son poste. Le PDG d'EDF a ainsi été brutalement remercié, vendredi 21 mars, par Emmanuel Macron, à trois mois de la fin de son mandat. Il avait été nommé le 23 novembre 2022 pour remplacer Jean-Bernard Lévy, débarqué également avant l'heure.

Quelques minutes après que Luc Rémont a été convoqué sans préavis à Bercy en vue de se faire limoger, l'Élysée a désigné Bernard Fontana pour lui succéder, sur proposition du premier ministre. L'actuel directeur général de Framatome, filiale d'EDF fournant les cuves des réacteurs nucléaires EPR, doit prendre la relève dès que possible, une fois la décision approuvée par le Parlement.

Cette annonce intervient quatre jours après qu'Emmanuel Macron a convoqué un quatrième conseil de politique nucléaire, pour un

point d'étape sur l'avancement du programme de construction des six EPR2, annoncé en 2022. Dans un communiqué, l'Élysée avait sommé « *EDF d'amplifier les actions de maîtrise des coûts et du calendrier et de présenter d'ici à la fin de l'année un chiffrage engageant, en coûts et en délais* », tout en rappelant « *la nécessité pour EDF de consolider la maîtrise industrielle du programme* ». ■

#### « L'ÉLYSÉE JOUE AUX CHAISES MUSICALES »

Le président de la République, contraint d'annoncer que la première paire d'EPRn'entrera pas en service avant 2038 sur la centrale de Penly (Seine-Maritime), alors qu'il misait sur 2035, a donc mis un nouveau coup de pression sur les épaules de l'électricien, déjà en mauvaise posture.

L'ex-PDG s'était en effet mis les industriels à dos, en leur proposant des prix au kilowatt-heure plus chers via un système d'encheres. Une manière de mettre la main sur les 100 milliards d'euros nécessaires, selon la Cour des

comptes, pour financer le chantier des six EPR2, avec en toile de fond le fiasco du réacteur de Flamanville 3 (Manche), mis en fonction avec douze ans de retard et un surcoût d'environ 19 milliards d'euros. Difficulté qu'EDF, alors piloté par Luc Rémont, avait surmontée, de même que les importantes pertes de 17,9 milliards d'euros, en 2022, avant que ses comptes reviennent à 11,4 sur 2024.

La FNME-CGT « *déplore l'instabilité que provoque le remplacement de Luc Rémont en tant que PDG d'EDF. Alors que le secteur a besoin d'un cap politique et industriel clair et stable pour ses investissements colossaux, l'Élysée continue, comme dans son gouvernement, de jouer aux chaises musicales* ». Une position que partage Anne Debrégeas, ingénierie à EDF et porte-parole de SUD énergie : « *Il ne suffit pas de changer le PDG d'EDF pour sortir de l'impasse, il faut enfin admettre que l'électricité est fondamentalement inadaptée à la concurrence et revenir à un service 100 % public* ». ■

PAULINE ACHARD

# Quand AOC et Sanders réaniment la résistance

**ÉTATS-UNIS** Devant l'apathie du Parti démocrate face aux assauts de Trump, Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez ont lancé une série de meetings à travers tout le pays. Le mot d'ordre : « Combattre l'oligarchie ». Avec en point d'orgue un grand rassemblement à Denver.

Denver (Colorado, États-Unis), envoyé spécial.

**E**n l'espace d'un après-midi, Dan a rajeuni de dix ans. Le 20 juin 2015, ce consultant dans le domaine de l'environnement avait participé, avec 10 000 autres personnes, au meeting de Bernie Sanders à Denver, considéré comme charnière dans la campagne du sénateur du Vermont. Il en avait d'ailleurs gardé une pancarte avec l'un des slogans de l'époque, « Feel the Bern », qu'il a ressortie d'un placard pour se rendre, vendredi 21 mars 2025, à un nouveau rassemblement organisé par « Bernie ». Dan n'avait pas lu les consignes en bas de l'invitation : pas de sac, pas de pancarte, pas d'arme à feu. Il a donc troqué sa pancarte presque vintage pour un pin's autorisé, lui, et au mot d'ordre un peu plus actualisé en forme de détournement du slogan trumpiste : « Make America Bern Again ». Cette fois-ci, dans le Civic Center Park, en plein centre de Denver, face au capitole du Colorado, il se trouvait au milieu de... 34 000 personnes.

L'affluence a tellement surpris Steve, venu seul, qu'il a renoncé à s'engager dans la très longue file d'attente. « C'est juste que je ne suis pas habitué ou c'est vraiment énorme ? » demande-t-il, incrédule. C'était jour de premier meeting pour cet ingénieur trentenaire. Sur les listes électorales, il est enregistré comme « indépendant », comme Bernie Sanders. Il affiche d'ailleurs une fidélité à toute épreuve au sénateur octogénaire : « J'ai voté pour lui lors des deux primaires (2016 et 2020 – NDLR). C'est le seul pour qui j'ai voté. Je ne vote pas pour les démocrates, je ne les aime pas. Ils sont responsables de là où nous en sommes. Et maintenant il faut encore compter sur Bernie pour s'en sortir. Le moment est tellement grave que je me suis dit qu'il fallait peut-être que je me bouge. » Avec des centaines d'autres personnes, Steve a pris place sur les marches du palais de justice qui borne la partie ouest du parc. Une heure après

## REPORTAGE



Le 21 mars, à Denver, au Colorado. Le sénateur socialiste Bernie Sanders et la représentante démocrate de New York Alexandria Ocasio-Cortez. JESSE PAUL/COLORADO SUN/ZUMA PRESS WIRE

son installation, il a entendu Bernie Sanders dire : « C'est le plus important rassemblement auquel j'ai jamais assisté. » Steve a eu sa confirmation : « Donc, c'est énorme. »

Le même constat s'est rapidement imposé à Liz et John, professeurs syndiqués et retraités, habitués de longue date de ce type d'événement. Ils sont restés, à l'instar de milliers de participants, derrière les grillages placés en lisière du parc. Deux volontaires leur ont fait passer des chaises afin de soulager leurs jambes de septuagénaires. La vue étant dégagée et le son portant loin, ils étaient comme aux premières loges et auraient pu ne pas y être. « On a vraiment envisagé de quitter ce pays, explique Liz. L'idée de croiser tous les jours des gens qui avaient voté pour ce type (Trump) était insupportable. » « Et puis la force des choses nous a maintenus ici, poursuit John : la famille, le fait de devoir s'habituer à un autre pays, peut-être aussi le sentiment de déserteur. » « Finalement, on se dit qu'on a bien fait de rester », reprend Liz en embrassant d'un regard panoramique la foule qui a inondé le parc.

#### « UN OUTIL POUR CRÉER LE CHANGEMENT QUE NOUS VOULONS VOIR »

A-t-elle remarqué ce groupe placé juste dans son axe de vue particulièrement enjoué et démonstratif ? Ce sont les jeunes militants de Climatique, la section de Sunrise, la grande organisation qui prône la révolution climatique via un New Deal vert, sur le campus de la très réputée université de Boulder. « Nous n'allons pas simplement voir Bernie comme un sauveur ; nous allons analyser comment les responsables politiques peuvent être utilisés comme un outil pour créer le changement que nous voulons voir, et discuter de l'importance d'organiser la mobilisation à la base, en dehors et à côté de l'organisation politique », indique la jeune femme qui semble être l'une des responsables, mais qui décline l'invitation à se présenter, la défiance envers les médias devenant commune parmi la nouvelle génération de militants.

À l'image de la diversité et de la densité de la foule de Denver, la tournée entamée par Bernie Sanders il y a quelques semaines a pris vendredi une tout autre dimension. L'idée de départ n'était pas de créer un mouvement, mais de remplir le vide créé par l'apathie de la direction du Parti démocrate face à l'assaut généralisé de l'administration Trump, qui reprend la stratégie militaire du « choc et de l'effroi » et plonge une partie de la population dans la sidération. La « résistance » qui avait marqué le début du premier mandat du milliardaire est aux abonnés absents depuis le 20 janvier. Élu sénateur pour la quatrième (et à priori dernière) fois, Bernie Sanders lançait, début mars, une série de réunions publiques dans quelques circonscriptions du Midwest choisies avec précision : elles avaient élu d'extrême justesse un républicain. Objectif : faire pression sur ces élus conservateurs afin qu'ils refusent de voter les lois antisociales à venir. Nom de code : « Combattre l'oligarchie ». Résultat : au-delà des espérances de l'équipe Sanders. 4 000 personnes à Kenosha, 2 600 à Altoona, ville de 10 000 habitants, puis 9 000 dans une banlieue de Detroit. Devant ces premiers succès, la décision est prise de poursuivre, direction l'ouest du pays : Nevada, Arizona et Colorado. Cette fois-ci, « Bernie » n'est pas seul. Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) le rejoint.

Les deux figures majeures de la gauche américaine constituent un tandem complémentaire. Lui, à 83 ans, formé politiquement dans les années 1960, structure ses discours à la façon d'un cours pédagogique et tient férolement à son statut d'indépendant qui n'a jamais été membre du Parti démocrate. Elle, née en 1989, instille toujours du personnel, si ce n'est de l'intime, dans son propos politique, et a fait le choix de changer la coalition démocrate de l'intérieur. Au *New York Times* qui lui demandait cette semaine si cela constituait un passage de relais, Bernie Sanders, fidèle



Le 21 mars, à Denver, dans le Colorado, 34 000 personnes sont venues « combattre l'oligarchie ».

© JESSE PAUL/COLORADO SUN/ZUMA PRESS/WIRE

à lui-même, a rétorqué : « C'est typiquement une question du microcosme. Vous n'avez pas de meilleures questions ? »

Le but, rappelle le sénateur socialiste, est contenu dans le titre : « Combattre l'oligarchie ». Arrivé sur scène, à la nuit presque tombante, vendredi à Denver, Bernie Sanders s'en amusait presque : « Il y a dix ans quand j'utilisais le mot "oligarchie", personne ne savait vraiment de quoi je parlais. Maintenant, ils savent. » Et de rappeler la présence lors de l'investiture de Trump « des trois personnes les plus riches du pays (Elon Musk, Jeff Bezos et Mark Zuckerberg - NDLR) » et « un nombre record de millionnaires dans l'administration Trump ». « Vous envoyez un message au monde entier qui voulait savoir si le peuple d'Amérique allait se lever contre l'oligarchie de Trump, a-t-il poursuivi. Le message est que des millions d'Américains se sont battus et sont morts pour bâtir cette société démocratique et que nous n'allons pas laisser l'Amérique devenir une oligarchie. »

#### Les deux figures majeures de la gauche américaine constituent un tandem complémentaire.

LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT EN LIGNE DE MIRE

Au fil de la montée en puissance de cette tournée de meetings, un autre message apparaît. Celui-ci est destiné à l'establishment et aux élus démocrates, dont l'attitude attentiste exaspère la base électorale. Dans des réunions publiques organisées par des députés du parti de l'âne, la colère s'exprime ouvertement tandis qu'un sondage indique que moins de la moitié des électeurs démocrates sont satisfaits de l'attitude des groupes au Congrès. Un thème qu'a abordé AOC vendredi à Denver : « On a besoin que le Parti démocrate se batte plus durement et nous avons donc besoin d'élus qui se battent. » Une allusion à peine voilée aux prochaines

élections de mi-mandat, en novembre 2026, et aux primaires internes que devront affronter nombreux de démocrates centristes. La presse mainstream voit les fermentes de l'équivalent à gauche du Tea Party, cette vague qui, en 2010, après l'élection de Barack Obama, avait submergé l'establishment « modéré » du Parti républicain. Sans assumer cette rébellion interne, la députée de New York fixe un cap qui nécessite une forme de pouvoir : « Notre but n'est pas de nous retrouver pour se dire de belles choses, mais de prendre l'engagement de bâtir le pays que nous méritons tous. » Alors qu'elle prenait avec Bernie Sanders la direction de l'Arizona, dernière étape du « tour », les jeunes militants de Climatique se rendaient, eux, en covoiturage, dans un restaurant indien, à mi-chemin entre Denver et Boulder, afin de débriefe ce meeting et d'envisager la suite. Eux en sont convaincus : « Un mouvement est en train de naître. » ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

#### ANNONCES LÉGALES

Le journal *l'Humanité* est officiellement habilité pour l'année 2025, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 93, 94. Arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait
- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,237 euro H.T. le caractère

#### AVIS DIVERS

M. OSTAD HASSAN PANJEH ALI Kaveh, né le 12 mars 2004 à 94000 Créteil, demeurant 137 bis, rue Jean-Jaurès, 94700 Maisons-Alfort, agissant en son nom personnel, dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de OSTAD.

**l'Humanité**  
Publiez votre annonce légale dans *l'Humanité*, contactez : laure.thierry@comediance.fr  
Dép. 93, 94 - Tel. 01 49 22 7489

Houston (États-Unis),  
correspondance particulière.

**«D**oigts d'honneur ; inconnus qui vous coupent la route ; camions qui vous envoient leur fumée d'échappement... » Ce n'était pas une sinécure de conduire une Tesla Model Y Grande Autonomie ces derniers mois, à en croire Rachel, une habitante de Houston de 41 ans qui s'est résolue à revendre son véhicule électrique. Comme d'autres personnes interrogées, elle ne souhaite pas divulguer son nom de famille. « La plupart des propriétaires de Tesla que nous connaissons sont des démocrates et ils sont dégoûtés par ce qui se passe actuellement », ajoute Zoya, 62 ans, une autre habitante de la capitale mondiale de l'énergie dont la famille possède deux voitures électriques de la marque.

En cause, le comportement de son PDG, Elon Musk, nommé par Trump à la tête du controversé département américain de l'Efficacité gouvernementale (Doge) : salut manifestement nazi, e-mails méprisants aux fonctionnaires, injures aux juges fédéraux, coupes budgétaires qui visent l'État tout entier – de l'éducation aux politiques environnementales en passant par la recherche ou les médias publics comme Voice of America.

Pour le seul mois de février, le cabinet américain Challenger a compté 62 000 suppressions de postes par le gouvernement, loin devant les autres secteurs économiques. Mais le pire a été évité grâce

à deux juges de Californie et du Maryland qui ont annulé le licenciement de plusieurs dizaines de milliers d'employés en période d'essai. « Sans réforme judiciaire, avec au moins la destitution des pires juges, il n'y a pas de démocratie en Amérique », a répliqué jeudi 13 mars Elon Musk sur son réseau social X. Face à cette violence, impossible pour Zoya de rester indifférente : « J'ai fait (un virage) à 180 degrés dans mon sentiment » sur ces voitures. « Chaque fois que je vois une Tesla, je vois le visage d'Elon. J'ai des haut-le-cœur et envie de vomir », explique-t-elle. Sa famille est prête à

**Manifestations,  
dégradations,  
incendies,...  
les attaques  
contre Tesla  
se multiplient.**

## REPORTAGE

les vendre malgré plusieurs dizaines de milliers de dollars de pertes. Manifestations, dégradations, incendies, les attaques contre Tesla se multiplient. « Si vous participez à cette vague de terrorisme domestique contre les propriétés de Tesla, le

ministère de la Justice vous enverra derrière les barreaux », a tonné la procureure générale des États-Unis, Pam Bondi.

Dimanche 16 mars, à Houston, une cinquantaine de manifestants pacifistes ont protesté, comme dans tout le pays : plusieurs dizaines de rassemblements ont eu lieu devant des concessionnaires Tesla

à travers les États-Unis. À Houston, Peter arborait une pancarte « Envoyez Musk sur Mars et débarrassez-vous de ses voitures. » « Je suis en faveur des énergies renouvelables, dit l'homme de 56 ans, mais une grande partie de la fortune personnelle d'Elon Musk a été créée grâce à Tesla. Et le problème, c'est qu'il utilise désormais cette fortune pour détruire l'Amérique, son gouvernement, ses institutions. »

### « SE BATTRE POUR LA DÉMOCRATIE »

Pour les manifestants, il faut taper au porte-monnaie. « La seule façon de faire comprendre quelque chose à des milliardaires comme Elon Musk ou Donald Trump, c'est de leur faire perdre de l'argent », poursuit Peter. « Si on lui fait mal et que les ventes de Tesla descendent, les actions baisseront (l'action se situait à 251 dollars le jour de l'élection de Trump, elle est montée à 480 fin 2024 et était ces derniers jours autour de 240 dollars – NDLR) et il réalisera qu'il vaut mieux qu'il quitte le gouvernement », croit savoir Jake, un autre manifestant. « La meilleure chose à faire pour se battre pour la démocratie, c'est d'acheter une voiture à essence », poursuit l'homme de 59 ans. « Si vous achetez une autre marque électrique, par association, vous soutenez une infrastructure qui soutient le fascisme. » Présente également à la manifestation, Georgia Struthers, 68 ans, lâche : « Cela m'est égal ce que les gens achètent comme voiture, du moment que ce n'est pas une Tesla. Personne d'autre (que Musk) n'essaie de démanteler la démocratie et de déchirer notre pays morceau par morceau. »

En janvier, après avoir revendu son Model Y, Rachel a, de son côté, testé « quasiment tous les SUV électriques qui existent sur le marché, mais sans retrouver le plaisir de conduire une Tesla ». Elle loue aujourd'hui le R1S du concurrent Rivian, en attendant que sorte son plus petit modèle R2, qu'elle « usera jusqu'à la corde ». Seul bémol : Amazon est dans le capital et a soutenu financièrement Trump. « Au moins, personne lié à cette voiture n'a, jusqu'à présent, fait un salut nazi en public ! » se console Rachel. ■



Le 19 mars, à New York. Devant un showroom Tesla. GINA MANDAZZO/ZUMA PRESS WIRE

FRANCK ASPEN



Jérusalem (Israël), le 23 mars. Manifestation contre le limogeage de Ronen Bar, chef du renseignement. NIRALON/ZUMA/SIPA

## Après le chef du Shin Bet, Netanyahu s'en prend à la justice

**ISRAËL** Le premier ministre s'attaque à tout ce qui peut entraver son pouvoir. Désormais, la justice et la Cour suprême sont menacées. Ce qui restait de démocratie est en passe d'être englouti par ce gouvernement génocidaire.

**U**ne attaque frontale contre la justice. Des dizaines de milliers de manifestants partout dans le pays. Une menace de grève générale lancée par Yaïr Lapid, principale figure de l'opposition. Et un affrontement avec les procureurs, derniers garants des lois. Israël vit des heures décisives avec une crise politique d'ampleur, au moment même où le premier ministre a relancé le carnage à Gaza.

Dimanche, c'était au tour de la procureure générale, Gali Baharav-Miara, d'être dans le viseur du gouvernement de Benjamin Netanyahu qui a approuvé une motion de défiance, première étape vers une destitution. Simplement pour avoir rappelé à la loi le premier ministre, après le renvoi le 21 mars de Ronen Bar, le chef du Shin Bet, le service de renseignements intérieurs. Une décision suspendue vendredi par la Cour suprême, garante des institutions, et que Benjamin Netanyahu voulait déjà supprimer avant les attaques du Hamas le 7 octobre 2023.

Convoquée à la réunion du cabinet gouvernemental pour statuer sur une motion de défiance à son encontre, Gali Baharav-Miara a refusé de s'y rendre. Elle est appuyée par tous les procureurs du pays, qui ont publié une lettre de soutien, condamnant une « atteinte à l'État de droit ». Une ancienne procureure de la Cour suprême, Ayala Procaccia, a accusé directement le gouvernement : « Israël n'est plus une démocratie libre, mais un autre régime (...) dans lequel il n'y a pas d'État de droit ni de véritable liberté. »

Cette escalade fait suite au renvoi de Ronen Bar, le chef du Shin Bet, à cause de deux enquêtes lancées par ses services.

**« Si le gouvernement du 7 octobre décide de ne pas obéir à la décision de la Cour, il deviendra hors la loi. »**

YAÏR LAPID, CHEF DE L'OPPOSITION

La première sur les attaques terroristes du 7 octobre 2023 et les défaillances de l'armée et des services de sécurité. Et surtout la deuxième, qui vise directement des collaborateurs de Benjamin Netanyahu et leurs liens avec le Qatar, y compris financiers.

De son côté, le principal chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a appelé à une grève générale dans le cas où le premier ministre ne tiendrait pas compte de l'avis de la Cour suprême. « Si le gouvernement du 7 octobre décide de ne pas obéir à la décision de la Cour, il deviendra ce jour-là un gouvernement hors la loi », a-t-il clamé lors de la manifestation organisée à Tel-Aviv samedi.

Si Benjamin Netanyahu se lance ainsi dans une telle course autoritaire, c'est que son maintien au pouvoir est en jeu. Le 19 mars, son discours a ainsi pris un tournant complotiste : « Lorsqu'un dirigeant de droite forte remporte une élection, l'État profond de gauche arme le système judiciaire pour contrecarrer la volonté du peuple », a-t-il déclaré, reprenant quasiment mot pour mot les théories conspirationnistes de son allié états-unien Donald Trump.

Mais une éventuelle chute de Netanyahu reste très hypothétique, d'autant que le retour au gouvernement du ministre d'extrême droite Itamar Ben Gvir a permis de renforcer son assise politique, notamment à la Knesset. Le ministre de la Sécurité et patron du parti Force juive s'est réjoui de la reprise du carnage à Gaza : il avait quitté le gouvernement en raison de l'accord de cessez-le-feu, qu'il qualifiait de « scandaleux ». ■

BENJAMIN KÖNIG

## L'Algérie choisit la carte de l'apaisement

**DIPLOMATIE** Le président Abdelmadjid Tebboune considère Emmanuel Macron comme son « unique point de repère » pour régler les tensions entre les deux pays.

**D**epuis quelques mois, les relations franco-algériennes traversent une crise diplomatique. Le président Tebboune a tenté de jouer la carte de l'apaisement, ce samedi, lors d'une interview retransmise par la télévision algérienne. « Tous les problèmes doivent se régler avec le président français ou avec la personne qu'il délègue, à savoir le ministre des Affaires étrangères. » Plusieurs communiqués de la présidence avaient attribué l'escalade actuelle à une « cabale de l'extrême droite française revancharde et haineuse ».

L'été dernier, la reconnaissance par Paris de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental a provoqué une crise diplomatique, entraînant le rappel de l'ambassadeur d'Algérie à Paris, Saïd Moussi, et l'annulation d'une visite de Tebboune prévue en septembre. Samedi, le président algérien a affirmé que les bonnes relations entre Paris et Rabat ne posaient pas de problème à Alger, mais il a toutefois mentionné les visites de Rachida Dati et de Gérard Larcher dans le Sahara occidental, en février, les qualifiant de « violation du droit international puisque le dossier reste sous la responsabilité de l'ONU ». ■

### UNE DÉSÉCALADE DU CONFLIT

Interrogé sur la question des Algériens sous obligation de quitter le territoire français, un sujet instrumentalisé par Bruno Retailleau, Tebboune a cité le cas d'un ressortissant menacé d'expulsion pour avoir « dénoncé le génocide à Gaza ». Il a parlé d'une atteinte à la liberté d'expression et ironisé sur la déprogrammation d'un documentaire par France Télévisions sur l'utilisation d'armes chimiques par l'armée française durant la guerre d'Algérie.

Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a menacé à plusieurs reprises l'Algérie d'une « riposte graduée », allant jusqu'à envisager une remise en question de l'accord fondateur de 1968 encadrant le statut des Algériens en France. Des déclarations qui alimentent les tensions. En revanche, le président algérien préconise une désescalade du conflit : « Nous sommes deux États indépendants, une puissance européenne et une puissance africaine, avec deux présidents qui travaillent ensemble, tout le reste ne nous concerne pas. Emmanuel Macron est mon alter ego, on a eu des moments de sirocco, des moments de froid, mais c'est avec lui que je travaille. » Et d'ajouter que, selon lui, « le dossier contentieux est créé de toutes pièces ». Une façon de renvoyer Bruno Retailleau dans les cordes et de rappeler que le dialogue doit se faire par les voies diplomatiques usuelles. Reste à savoir si Emmanuel Macron sortira du silence afin d'apaiser les tensions. ■

ZUBEYDE CACAN

**Gard** Comushian André 80, Gaillard Jean-Marie 150, Garzo Jacky 100, Grimaud Marc 300, Herrard Patrick 20, Huard Marthe 200, Jourdan Christian 100, Labrosa Viviane 50, Lacroix André 200, Loubon Hélène 100, Marion John 100, Memmi Felicite 50, Meyer Jean-François 50, Moumard Gérard 80, Natalizi Lucien 100, Onyszczak Marie-Hélène 50, Oromi-Bres Mireille 300, Paulette Marc 100, Peyriat Denise 50, Pucheral Gilbert 200, Seron Amanda 160, Suau Serge 100, Weck Georges 100, Zaragoza Yvan 65. **Haute-Garonne** Agert Marcel 100, Ainardi Peroz Sylviane 200, André Catherine 50, Baïssas Philippe 50, Bataille Lucien 100, Barcelo Joseph 1000, Baures Daniel 100, Bertrand Thierry 50, Bonneviale Roger 100, Bories Philippe 300, Brengou Jacky 100, Calamy Denise 30, Cammas Alain 300, Canitrot Serge 20, Carricajo Luna Maria Begona 100, Chale Marie 200, Commençage Jacques 150, Denis Marie-France 1500, Durand Claudie 100, Feller Michel 200, Fort Alain 1300, Galinier Michel 20, Garcia Alain 100, Grammontin Jordy 20, Herlin Olivier 50, Insa Alexandre et Éliane 100, Lapisse Gérard 100, Leclerc Marie-Christine 200, Lefèvre Marianne 100, Mauranes Christian 50, Monfort Fabien 100, Palat Jean 100, Peyge Catherine 100, Provost Gilbert 50, Rey Danielle 150, Roche Henri 100, Serra Claire 50, Soultan Francine 80, Steinmetz Daniel 200, Vila Michel 500, Viu Thérèse 200. **Gers** Delgado Carmen 100, Fitau Jacques et Lucette 180, Saint Laurent Noelle 100, Salles Maurice 100. **Gironde** Ampournales Marcel 200, Baldes Henri 100, Bechart Yves 300, Blanc Jean 50, Bonpan Claude 35, Brisset Jacques 10, Broucas Jeannine 150, Charbonneau Chantal 100, Chaumette Jean-Marie et Joëlle 60, Chollet Jean-Marc 120, Chollon Alain 300, Dayguesperse Jean 120, De Greve Martine 100, Delmon Marc 50, Dien Quoc Than 50, Dominique Joël 400, Dubroca Jean-Pierre et Joëlle 50, Dupart Michel 50, Esnault Danielle 50, Estripeau Marie 50, Fargeot Pierre 1000, Fitte Alain 100, Flande Dominique 100, Franco Francis 300, Gambier Benard 200, Gautier Henriette 75, Grolard André 200, Guichaoua Anne-Marie 3000, Guilhamet Annie 300, Lacoste Denis 600, Lafon André 100, Lataillade Gérard 200, Laulan Jean-Claude 200, Legeay Christian 60, Mallié Guy 150, Martinez Dolores 80, Martinez Antoinette 50, Olivier Jean-Michel 100, Petit Jean-Paul 300, Quaranta Robert 50, Querbes Michel 50, Ravard Laure 200, Riols Jean 100, Salles Olivier 100, Sanguigne Jean-Pierre 100, Saubaber Jean-Michel 100, Ugolini Allain 100. **Hérault** Ajas

Anne-France 50, Barale Roger 100, Bastide Marie-Claude 40, Belles André 150, Blampignon Jacques 150, Blat Michel 100, Bonnet Jacques 1600, Brezillon Jean-Paul 100, Brousse Gérard 500, Carin Maryse 200, Carrière Vidal Chantal 100, Caudullo Serge 1000, CGT Retraités 33 500, Cicero Pages Cécile 200, Couquet Marie-Jeanne 100, Felices Nadia 50, Fuhrer-North Liesel 100, Garcia Joseph 100, Hazard Renée 200, Heblet Lise 30, Hernandez Bernard 150, Hertzog Lionel 100, Klementik Nicole 50, Lagunas Marie-José 200, Liberti François 200, Makhloufi Odette 50, Mas Maguy 150, Morel Didier 150, Morin Jean-François 70, Narducci Nathalie 100, Oudin Monique 80, Pastou Michel 200, Sanchez Jean 100, Sanguinede Alain 30, Schaller Micheline 100, Thiphaine Lucky 70, Tresse Martine 400, Verny Marie-Jeanne 1000. **Ille-et-Vilaine** Antin Joëlle 100, Belliard Yves 50, Bidan Loïc 100, Boudet Patrice 200, Brune Alain 200, Chapa France 75, Coquart Alain 50, Courcoul Élise 30, Deniel Michel 200, Durand Michel 300, Isbled Bruno 100, Laborde Christophe 50, Le Bouill Jean 400, Mouton Regis 100, Novak Gérard 250, Pauthé Michel 100, Payen Michel 150, Pirou Michel 200, Roimier Nicole 1000, Senechal Gilbert 120, Sureau Didier 100. **Indre** Antigny Fabienne 300, Barrière Laurence 200, Chaudron Lionel 50, Duguet Jacqueline 100, Dutkiewicz Jacques 200, Hummel François 20, Mendez Francis 150, Plantier Jean-Claude 300, Plantier Marie-Claude 100, Plessard Serge 100. **Indre-et-Loire** Bodin M et Mme 100, Bouchet Michel 200, Cosnier Michel 120, Czuba Jean 100, Dacheux Jean-Louis 400, Dampierre Catherine 150, Faucompré Christian 50, Giraud Corinne 30, Hauchecorne Gilbert et Nicole 300, Henry Michel 30, Hue Daniel et Nicole 300, Lamamy Jean 150, Le Bec Fabien 120, Le Brizault Denise 200, Lepezel Jean-Marie 50, Lopez Luis 300, Monchatre Gabriel 200, Ploquin Serge 200, Riquet Marie Rose 100, Soulac Pierre 140, Verneau Jean-Jacques 150. **Isère** Algozzino Josiane 100, Amadeo Del Postal Jeannine 200, Barathieu Simon 400, Baton Gérard 50, Benoits

Simone 150, Berhault Alain 100, Berlioz Paul 100, Berthollet Paul 200, Bonnaz Henriette 1000, Bourgey Jean-Jacques 50, Breuil Didier 300, CGT Grésivaudan 500, Champon Denis 30, Champelovier Yves 100, Chanel Dominique 100, Chervel Jean-Luc 300, Danerol Alain 50, David Annie et Pierre 200, De Marchi Michel 50, Doron Maeva 100, Dunand Geneviève 100, Eon Duval Jean-Yves 150, Favier Frédéric 100, Fischer Danièle 100, Furminieux Claudette 80, Giard Jean 100, Hours Eric 100, Jacolin Chantal 100, Jargot Jean-Paul 500, Kioulou Didier 100, Luzy Claude 200, Martin-Ariso Francisco 100, Medavit Pierre 50, Olanier Jean 150, Peillet Georgette 100, Pellerin Stéphane 150, Richard Eliane 50, Riou René 100, Roudet Guy 100, Section PCF Voiron Chartreuse 500, Tranchant-Boudjema Claire 100, Tripier André 50, Trouvé Pascale 50, Velasquez Manuel 100, Veyret Mireille 100, Villani Michèle 100. **Jura** Bogillot Martial 100, Bouvard Daniel 30, Bulmon Robert 200, Busi Joseph 120, Cartaud Daniel 50, Chat Serge 100, Etienney Mireille 80, Fiorot Nivano 100, Girardot Jacqueline 100, Gloriod Monique 150, Guillaubez Martine 50, Lenzi Michel 50, Monnier André 50. **Landes** Bonnet Daniel Michel 400, Boutten-Vergez Bruno et Jacqueline 100, Cousseau Hélène et Perducat Jean-Charles 200, Destouesse Henri 100, Gaye Claudine 200, Homere Françoise 30, Labat Claude 400, Lesperon Vincent 30, Mabille Claudette 150, Man Patrick 250, Navarre Robert 100, Renaut Jacques 50, Roland Thomas 100. **Loir-et-Cher** Cleon Francis 150, Dahuron Jacques 100, Goujon André 100, Mayer Sylvie 50, Morin-Repincay Patrick 50, Muller Claude 150, Ortega André 100, Proust Jacques 100, Vincent Jacques 100. **Loire** Bonnevialle Annick 60, Boudot Jean-Marc 100, Cartier Daniel 150, Ferlin Fabrice 130, Feron Annick 80, Jury Alexandre 150, Laffont Lucienne 30, Lombardo Danielle 60, Malosse René 50, Mateo Christiane 200, Perifel Élise 100, Sanguedolce Simone 100, Section PCF Loire Centre 300, Vignon Marthe 60. **Haute-Loire** Bourbon Serge 150, Chazallon Yves 120,

Fédération PCF Haute-Loire 500, Girard Marie-José 500, Lardet Maurice 200, Maurel Bernard 60, Noël Robert 90. **Loire-Atlantique** Amisse Maurice 50, Anguetil Madeleine 30, Bahaud Christian 300, Bernede Christian et Robert Annie 400, Boiziau Marcel 100, Bouron Eugène 50, Divay Pascal 70, Divet Alain 50, Dussous Roland-Bernard 100, Gabroy Elea 100, Le Bail Annick 100, Le Gac Loïc 150, Leloup Michel et Ghislaine 100, Lemesle Joseph 100, Letilly Joel 100, Martinez Sylvette 150, Mathe Jacques 100, Mazan Jean-Philippe 100, Rathouit René 200, Riaud Paulette 50, Riou Pierre 300, Rollin Claudie et Claude 200, Rouge Catherine 100, Septembre Thierry 90, Soria Manuel 50, Sylvain Pierre 300, Terrien Marie 30, Vauselle Bernard 300. **Loiret** Alibert Yves 100, Audebourg Jacques 200, Bellevrat René 30, Boireau Martine 300, Brechet Marcelle 100, Dauvillier Gérard 150, Deshaies René 100, Detry Claudette 50, Eme Claude 100, Hamon Alain 200, Lebrault Daliette 50, Magdelaine Régine 50, Martin Jean-Jacques 150, Privat Pierre 300, Relot Alexandra 50, Rkelaye Bernard 150, Robineau Jean-Jacques 80, Section PCF La Chapelle 1000, Vasseur Lucette 60, Wintzenrith Béatrice 120. **Lot** Baïssin Claude 100, Baloché Bernadette et Marc 150, Charpentier Serge 150, Filhol Guy 100, Fontanille Jeanine 80, Gay Alain 150, Goutverg Annie 1000, Guyon Pierre 50, Iragnes Michèle 300, Latapie Didier 60, Lavergne Guy 150, Laybros Serge 50, Le Quentrec Yannick 60, Lebeau Éliane 20, Patuel Monique 500. **Lot-et-Garonne** Barraud Michèle 240, Betuing Roland 18, Cadays Michel 100, Dachy Colette 100, Le Doeuff Claude 60, Loubatery Claude 300, Pagnossin Robert 120, Pierdon Jean-Pierre 50, Portes Francis et Michèle 50, Vayssiére Régis 100. **Lozère** Cordesse Marie Paule 200, Magnanelli Alain 200, Mersadier Gérard 100, Therond Flore 500. **Maine-et-Loire** Baujon Michel 100, Chancelades Claude 100, Kerbouriou Jean-René 200, Legeay Bruno 100, Mauffre-Briand Nadeige 200, Moirez Katia 100, Pageau Bernard 40, Perichon Denis 150, Plassard Jean-Paul 150, Section PCF Seiches-sur-Le-Loir 500. **Manche** Chanaleilles Lazare 100, Cottin Jean-Pierre 100, Labbe Jean-Marie 100, Le Cann Guy 200, Le Cann Gérard et Isabelle 300, Lepetit Mauricette 50, Mouton Christian 100, Omont Marie-Antoinette 60, Pasquier Christian 150, Section PCF St-Lô 150. **Marne** Bodet Jacky 50, Chemin Philippe 165, Derycke Claude 1200.

Liste arrêtée au 7 février 2025

**Souscription 2025**

**Le prix de la vérité**

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT**

NOM / PRÉNOM  €

E-MAIL

TÉL.

ADRESSE

VILLE  CODE POSTAL

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !**

**DÉFISCALISATION**

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

**MOTS CROISÉS** N° 24158 par Martial Dubois

**RETRouvez l'Humanité  
sur Internet**

**Reportages, analyses,  
entretiens, chroniques,  
vidéos, directs...**

**Toute notre actualité  
à portée de clic.**

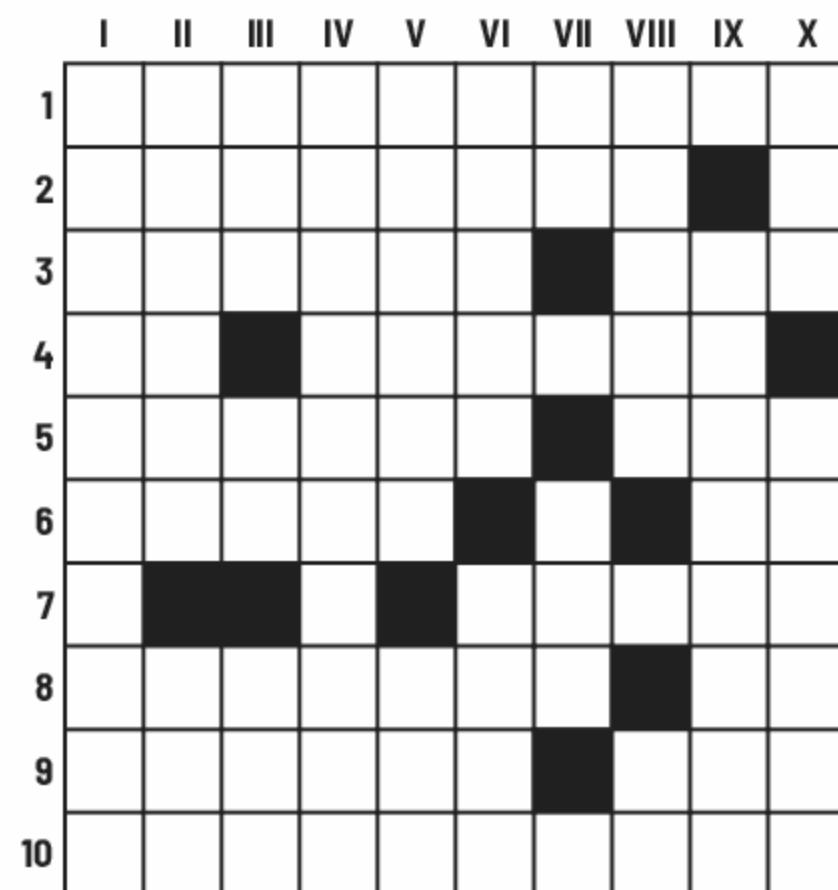
↗ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

↗ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

↗ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

↗ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

↗ Compte lhumanitefr sur Instagram



**HORizontalement**

1. Technique de surveillance assistée par ordinateur. 2. Marginaux. 3. Revenus périodiques. Saison. 4. Chrome. Magistrats municipaux. 5. Chemises de crin portées par mortification. Fourre-tout. 6. Ordre donné à un chien. Radium. 7. Nez familier. 8. Délayées dans un liquide. Affirmation enfantine. 9. Détachera une molécule d'une colonne de chromatographie. Pied du cru. 10. Ensemencasse de nouveau.

**Verticalement**

I. Discuter le prix d'un objet pour obtenir un rabais. II. Tenteras avec assurance. Lopin de terre émergé. III. Refus catégorique. Sur-Tille. Parcours des yeux. IV. Qui présentent une coloration jaune de la peau. V. Ni chaudes ni froides. Espace de temps de longue durée. VI. Lieu reposant. Équipe. VII. Filet d'eau. Vanné. VIII. Orientées. Césium. IX. Impératrices de Russie. X. Fille de personne. Tranche de pain garnie.

**SOLUTION.** HORIZONTALMENT. 1. Monitorage. 2. Association. 3. Rentes. 4. Cr. 5. Haires. Sac. 6. Assis. Ra. 7. Train. 8. Diluees. Na. 9. Eluera. Gep. 10. Ressemasse. VERTICAMENT. 1. Marchander. 2. Desras. 3. Non. 4. Ls. 5. Letridnes. V. Tiedes. 6. Axees. Cs. 7. Las. 8. Tsarines. X. Eve. Gnappe. Ere. VI. Dais. Team. VII. Ru. VIII. Axees. Cs. IX. Tardes. 10. Ressemasse. 11. Marc'hander. 12. Desras. 13. Non. 14. Letridnes. V. Tiedes. 15. Gep. 16. Axees. Cs. 17. Las. 18. Tsarines. X. Eve. Gnappe.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail: [relationlecteur@humanite.fr](mailto:relationlecteur@humanite.fr)  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail: [oborscha@boconseilame.fr](mailto:oborscha@boconseilame.fr)

**Vente militante** 01 49 22 73 55

**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

**Directoire**

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements

**Conseil de surveillance**

Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité

**Impression POP** (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

**Numéro ISSN** 0242-6870

**Dépôt légal** Date de parution

**Commission paritaire** 1124 C 79615

**Tirage du 20 mars 2025** 29 144 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60 % ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Europhosphat PTot : 0,01 kg/tonne.



**LA VOIX DU PEUPLE**

Premier tome d'une sélection des articles de Jean Jaurès publiés dans l'Humanité, de 1904 jusqu'au 31 juillet 1914, date de l'assassinat du fondateur du journal à la veille du déclenchement de la Première Guerre mondiale. En dix ans, il a écrit plusieurs centaines de textes dans les colonnes de « son » propre journal et il était évidemment impossible d'en éditer l'intégralité. Dans ce tome 1, vous trouverez ses meilleurs articles concernant l'Humanité, la République sociale, le socialisme, le capitalisme et le syndicalisme.

Le livre *La Voix du peuple*\* au prix de 19,90 € + 3 € de frais de port\*\*, soit 22,90 € x .....exemplaire(s) = .....€. Total de ma commande : .....

19,90 €

PRÉNOM \_\_\_\_\_  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\*France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ / SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE - 37550 SAINT-AVERTIN

**l'Humanité** **l'Humanité** magazine **Humanité.fr**



Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

**LES VOYAGES**  
**l'Humanité**

# Turquie

## TRAIT D'UNION ENTRE ORIENT ET OCCIDENT

DU 24 SEPT. AU 8 OCT. 2025 • À PARTIR DE 3825 €\*

**LE +**

Les visites se feront en présence de Pierre BARBANCEY, journaliste de *L'HUMANITÉ* ainsi qu'un accompagnateur LVI.

**RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS**

**LVJ - TLC VACANCES**  
45, rue Gustave Nicolle 76600 LE HAVRE  
Tél. 02 35 21 82 44  
[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)

\* Tarif basé sur un groupe de 20 personnes payantes / Réduction de 5% sur le prix du voyage pour les abonnés de l'Humanité.

**BIATHLON** La saison s'est achevée, dimanche, avec la deuxième place de Lou Jeanmonnot au classement général de la Coupe du monde. Entraineur du tir de l'équipe de France féminine, **Jean-Paul Giachino** dévoile les spécificités de cette discipline qui permet à la France de briller.

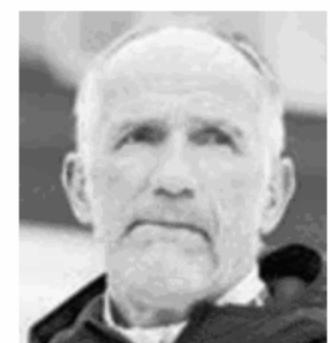
**S**port alternant ski de fond et tir à la carabine à 50 m en position couchée (5 cibles de 45 mm de diamètre) et debout (5 cibles de 115 mm de diamètre), le biathlon se distingue par des phases d'efforts intenses et des phases de temps calmes où l'athlète doit allier précision et rapidité malgré un rythme cardiaque qui s'emballe. Entraineur du tir des Bleues, dont fait partie Lou Jeanmonnot, qui a terminé 2<sup>e</sup> du classement général de la Coupe du monde après l'ultime épreuve (mass start) de la saison à Oslo (Norvège), Jean-Paul Giachino décrypte les spécificités du tir, atout maître des biathlètes tricolores.

**Vous entraînez l'équipe de France masculine puis féminine depuis vingt-trois ans. Quelle a été l'évolution des biathlètes au niveau du tir ?**

Globalement, ça ne tire pas mieux ni moins bien qu'il y a vingt ans. La grosse évolution, c'est la vitesse de tir, que ce soit en position couchée ou debout. Il y a vingt ans, une séquence de 5 balles se faisait entre 35 et 40 secondes. Elle se fait maintenant entre 25 et 28 secondes, maximum 30. Aujourd'hui, on est plus dans ce que j'appelle le tir « champagne », une prise de risque plus importante. Tout le monde peut tirer vite, mais garder une bonne qualité de tir, c'est une autre affaire... C'est un juste milieu, un équilibre à trouver.

**Le biathlon rassemble deux sports antagonistes, l'effort physique en ski de fond et le tir de précision à la carabine le plus rapidement possible. Comment les biathlètes parviennent-ils à viser, sans trembler, et à atteindre leurs cibles ?**

La difficulté, lorsqu'on arrive sur le pas de tir, c'est de passer d'un effort violent à un état calme tout en parvenant à garder un minimum de relâchement derrière l'arme. À force, les biathlètes sont aguerris, ils savent gérer cette transition. La suite, c'est simplement le respect des fondamentaux et la répétition des gestes accomplis depuis des années. En position couchée, dont le temps d'installation est un peu plus long, ils ont l'habitude de tirer avec 140 à 160 pulsations cardiaques par minute. Et sur les tirs debout, où le temps d'installation



JEAN-PAUL GIACHINO  
Entraîneur du tir  
de l'équipe de France  
féminine

est très court, certains, qui ont un rythme cardiaque plus rapide, approchent les 170 pulsations...

**Qu'appelez-vous les « fondamentaux » ?**

Aujourd'hui, les jeunes commencent le biathlon à l'âge de 10 ans. Dès le début, ils apprennent les bonnes positions de tir, debout et couché, les gestes et la respiration qui les accompagnent puis, à force de les répéter, ils les automatisent par habitude. À partir du moment où les fondamentaux sont ancrés, le tir, c'est juste viser et lâcher. Un biathlète aguerri n'a pas besoin de penser technique sur le pas de tir, ça se fait machinalement.

**Quelles sont les grandes phases du tir couché et du tir debout ?**

Pour le tir couché, l'athlète arrive sur le pas de tir, il enlève son arme de l'épaule et, pendant toute la prise de position où il se met au sol en se reposant sur les coudes et le bas du ventre, il se ventile en respirant à fond. Après, il y a cette gestion, qui est très fine, où il « entre en cible » tout en respirant. C'est la respiration qui va amener l'arme sur la cible. Il inspire, l'arme descend un peu en dessous de la cible, il expire, l'arme remonte. Il bloque la cible une fraction de seconde et son doigt, qui est déjà prêt, appuie sur la détente : c'est une synchronisation entre l'œil et le doigt.



ENTRETIEN

# « C'est l'état émotionnel qui fait la différence »



Lou Jeanmonnot, durant l'épreuve de la mass start de la Coupe du monde, à Oslo, le 23 mars.  
MATHIAS BERGEL/D.BILDBYRÅN/SHUTTER/SIPA

Une fois la première balle lâchée, il reprend une respiration et recommence encore quatre fois. Il s'écoule au maximum 3 secondes entre chaque tir. Certains athlètes peuvent respirer deux fois entre chaque balle, n'oubliant pas qu'ils sont entre 140 et 160 pulsations cardiaques par minute... C'est à peu près la même chose pour le tir debout mais, comme il y a moins de stabilité, l'athlète ralentit son arme. Pour résumer, je dirais que le tir couché est plus mécanique, plus scolaire. Le tir debout a aussi sa technique, mais il se fait plus à la rage, à la volonté, il demande plus de détermination. Le tir debout, c'est vraiment vouloir cabosser la cible !

#### Si le tir est « automatisé », pourquoi les biathlètes ratent des cibles au lieu de faire 20 sur 20 ?

Au tir, ce n'est pas la technique qui fait la différence, c'est l'état émotionnel, la gestion des émotions et du stress, car, techniquement, les biathlètes sont tous équipés. En voulant trop bien faire, ils en rajoutent et sortent parfois de leur tir d'école et le « mode gamberge » s'installe. Il y a aussi la petite pensée parasite sur le résultat qui vient leur polluer l'esprit... J'ai souvent entendu dire : « *Il ne faut pas penser au résultat.* » Mais c'est impossible ! L'athlète est obligé de penser au résultat final et encore plus quand il ou elle joue le podium, la victoire ou le classement général de la Coupe du monde. Ensuite, chacun a son petit fil technique, qu'il soit personnel, pour se raccrocher à ça et uniquement à ça. Ça peut être une tenue d'arme un peu plus ferme, se focaliser uniquement sur la visée, des petites choses techniques qu'ils ou elles connaissent par cœur pour les avoir répétées des milliers de fois et qui les rassurent.

#### Quel rôle jouez-vous en tant qu'entraîneur du tir ?

À ce niveau, je suis presque plus un psy qu'un entraîneur technique car, je le répète, au tir c'est l'état émotionnel qui fait la différence, pas la technique. Mon rôle, c'est de m'interroger, d'entrer dans la tête de l'athlète, dans sa psychologie, dans la gestion de ses émotions même si je n'ai pas de formation de préparateur mental ou de psychologue. J'accompagne l'athlète, je débrieve avec lui pour le faire progresser. L'athlète grandit quand il réussit, mais aussi quand il se trouve en situation d'échec, à condition de savoir analyser correctement ce qui n'a pas fonctionné et d'en tirer du positif.

#### Dans le biathlon, finalement, le tir, c'est le juge de paix ?

On peut être le plus rapide sur les skis, si on ne vise pas bien on ne fera jamais partie des meilleurs. Les statistiques sont implacables. En Coupe du monde, pour monter sur le podium du classement général en fin de saison, il faut avoir une note générale moyenne au tir qui ne soit pas en dessous de 87-88 %. Ça veut dire quasiment 9 sur 10. Lou Jeanmonnot est à ce niveau. Il n'y a pas de secret. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS GUILLERMIN

## Van der Poel surclasse Pogacar

**CYCLISME** Vainqueur de Milan-San Remo, Mathieu van der Poel a rejoint Tadej Pogacar avec une septième victoire dans un Monument. Le Néerlandais s'est offert samedi sa deuxième Primavera en résistant aux attaques de Tadej Pogacar. Le Slovène a tout essayé, passant à l'offensive dans l'avant-dernière ascension, la Cipressa, alors qu'il restait 25 kilomètres de course. Il a encore attaqué à trois reprises dans le Poggio, l'ultime juge de paix, puisant au plus profond de lui-même. Mais rien n'y a fait. Le Néerlandais de 30 ans s'est imposé logiquement au sprint devant l'Italien Filippo Ganna et Pogacar, au bout d'une dernière ligne droite tout en force, en lançant son sprint à 300 mètres de la ligne. ■

É. S.

## Les Lebrun, rois de France

**TENNIS DE TABLE** Les frères Alexis et Félix Lebrun ont conservé samedi leur titre de champions de France en double en battant en finale la paire formée d'Esteban Dorr et Florian Bourrassaud trois sets à un (11-4, 2-11, 11-8, 12-10). Les deux paires, respectivement numéro 1 et numéro 3 mondiaux, ont respecté la hiérarchie en se hissant en finale, comme l'an passé. Les Lebrun l'avaient alors emporté sur Dorr, leur coéquipier en club à Montpellier, et Bourrassaud, licencié au Loire Nord TT, à Roanne. Rebelote cette fois au palais des sports Marcel-Cerdan de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). « C'était un match très serré, c'est une paire qui joue super bien ensemble et on est très heureux de s'en sortir 3-1 », a résumé Félix Lebrun en zone mixte. ■

É. S.

**On ne découvre pas la cruauté et la bêtise, mais l'absence de surprise ne réduit en rien le dégoût.** En novembre 2009, lors d'un clasico OM-PSG, les supporters marseillais déployaient au Vélodrome une banderole « Trois ans sans Julien, trois ans qu'on est bien » pour « chambrier » les Parisiens, en référence à la mort de Julien Quemener, habitué du Parc des Princes, tué par un policier un soir de match. Près de seize ans plus tard, cette fois-ci dans la capitale, les supporters parisiens ont « chambré » l'Olympien Adrien Rabiot à coups de chant et de calicot insultant, visant son père, décédé en 2019, qui ne pouvait plus parler pendant les douze dernières années de sa vie en raison d'un AVC, mais aussi sa mère : « Véronique la salope », « Loyauté pour les hommes, trahison pour les putres », « Véro, c'est lequel le vrai père d'Adrien ? ». **Des propos misogynes revendiqués, sans que jamais l'arbitre n'arrête, même momentanément, la rencontre,** dans un contexte lourd entre la famille Rabiot et le club qatari. Le milieu de terrain, passé au PSG entre 2010 et 2019 avant de rejoindre la Juventus il y a six ans, a vu son départ se produire dans la douleur, après des semaines à cirer le banc,

### LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI

JOURNALISTE  
INDÉPENDANTE



## Véronique Rabiot, cible facile

puni pour ses envies d'ailleurs. Un épisode durant lequel sa mère, également son agente, avait bataillé ferme avec le président, Nasser Al-Khelaïfi. Une relation détériorée qui serait à l'origine de l'attitude du PSG le 16 mars dernier. « Pensez-vous qu'on peut faire rentrer des banderoles de cette taille sans que personne ne soit au courant ? Il les a planquées où, le gars ? Dans son slip ? Bien sûr que non !

Les clubs savent très bien qu'il y a des banderoles, ils n'ont qu'à demander à les voir. Et puis, quand elles sont sorties, je n'ai pas l'impression que les stadiers se sont précipités pour les faire retirer », réagissait Véronique Rabiot dans l'Équipe en annonçant sa volonté de porter plainte, elle qui dénonce l'omnipotence du club rouge et bleu sur le foot français, faisant écho à la sortie de John Textor, patron de l'Olympique Lyonnais, en février.

**Décrise comme une forte personnalité peu portée sur la langue de bois, priorisant toujours les intérêts** de son client, Véronique Rabiot évolue dans un milieu archimascalin avec un effet de loupe décuplé sur chacun de ses actes. « Je la connais depuis le début de la carrière d'Adrien. C'est une femme qui est posée, structurée, intelligente, légitime, affirme Philippe Sanfourche, journaliste sur RTL. Je n'ai pas de carte féministe à faire valoir, mais ce qu'elle subit est un grand classique des femmes que l'on renvoie à leur genre. » Le procès en hysterie n'est jamais loin pour celles qui occupent une place de choix, prennent la parole publiquement et librement, sans souci de plaisir à leur auditoire. ■

# On choisit pas sa maman...

**THÉÂTRE** Christophe Rauck met en scène *Anatomie d'un suicide*, de l'autrice britannique Alice Birch. Portrait de famille, sur trois générations de femmes de mères en filles. Et une direction d'actrices et d'acteurs au cordeau.



Des héroïnes à vif, dans un monde qui n'accepte pas la fragilité, la blessure, la fêlure. GÉRALDINE ARESTEANU

*Anatomie d'un suicide* est une pièce étrange, dans sa forme comme sur le fond. Sa structure narrative refuse la linéarité, la chronologie, préférant la juxtaposition des histoires où s'entremêlent volontairement les récits des trois femmes, effaçant peu à peu tout repère spatio-temporel. On est à la fois avec Carol dans les années 1960, avec Anna dans les années 1990 et avec Bonnie, médecin urgentiste, en 2025. Elles ne se partagent pas l'espace, elles l'occupent, vagabondent d'une époque l'autre, se couchent à des années d'intervalle dans le même lit d'hôpital, s'assoient sur le même vieux canapé en cuir, suivent le même parcours psychiatrique, habitent cette même maison avec son jardin et ses pruniers achetée par Carol peu après la naissance d'Anna et dont Bonnie est l'unique héritière. Carol souffre. La naissance d'Anna va aggraver sa détresse. Puis ce sera au tour d'Anna, qui, à la mort de sa mère quand elle n'a que 16 ans, devient accro à l'héroïne. La naissance de sa fille Bonnie n'arrangera rien à l'affaire mais précipitera sa mort. Seule survivante, Bonnie est celle qui veut en finir avec cette tragédie familiale, cette pathologie généalogique qui frappe comme une malédiction. Autour d'elles gravitent une multitude de personnages (27 au total), pères, maris, psychiatres mais aussi belle-sœur, voisine, collègue, bébés, enfants et ados...

#### DES MOTS QUI SE BOUSCULENT

L'écriture d'Alice Birch ne s'embarrasse pas de phrases, mais elle est encombrée de mots jetés en pâture, des mots martelés, avec ou sans points de suspension. Des mots qui reviennent en boucle, dont cette expression : «*je suis désolee*», la plupart du temps conjuguée au féminin, et qui finissent par s'assécher. On sait que ses héroïnes sont à vif, que leur souffrance n'a pas de mots et qu'elles les cherchent dans le brouillard de leur cerveau. On ne sait pas, on ne saura jamais, d'où provient cette impossibilité de vivre malgré des sursauts, vaines tentatives de vies vouées à échouer. La question n'est peut-être pas là, mais ailleurs, dans cette difficulté de vivre dans un monde qui n'accepte pas la fragilité, la blessure, la fêlure. Or la pièce tourne en rond, finit par s'asphyxier elle-même.

La mise en scène de Christophe Rauck laisse entrevoir cet entrelacement de situations, joue des trois temporalités sans accroc. Il faut reconnaître sa maîtrise absolue du plateau, sa direction d'actrices et d'acteurs au cordeau. L'aire de jeu est départagée mentalement et non physiquement. Les mots se font écho chez les trois femmes,

prononcés parfois en décalage, parfois au même moment. Audrey Bonnet (Carol), Noémie Gantier (Anna) et Servane Ducorps (Bonnie) forment à ce moment-là un chœur antique inconscient, comme un contrepoint à leurs solitudes, leurs mutismes, leurs silences. Carol et Anna partagent les mêmes stigmates corporels, des scarifications cachées dans des bandages blancs. Face caméra, Noémie Gantier hoquette une confession désordonnée d'une vie en lambeaux. Incroyable performance que ce monologue incompréhensible tant les mots, prononcés par une junkie en manque, se bousculent, peut-être le seul moment d'émotion de la pièce saisi plein cadre. Plus loin, Carol, recroquevillée sur son enfant, murmure le mot « bébé » jusqu'à épuisement. Bonnie tente de se défaire de cet héritage maternel, jusqu'à invoquer la science pour ne jamais avoir d'enfant.

#### UN CORPS À CORPS AVEC LA MUSIQUE ET LES LUMIÈRES

La scénographie d'Alain Lagarde fait corps avec la musique de Sylvain Jacques et les lumières d'Olivier Oudiou. Ces trois éléments distillent, quand ils ne les surlignent pas, le mystère, la souffrance, le désespoir. Il y a quelque chose de clinique – est-ce le texte, la mise en scène ou les deux ? – qui vous bat froid, ne suscite que peu d'empathie à l'égard de ces femmes. On les observe, de loin ; on les ausculte, d'un peu plus près. Elles bougent les meubles comme si elles cherchaient leur place dans la vie. Elles sont impuissantes, subissent, ne sont jamais sujet. Y compris Bonnie, qui, à la différence de sa mère et de sa grand-mère, travaille. Sa vie intime est un désastre, elle collectionne les amantes de loin en loin et envisage un moment d'avoir recours à la chirurgie pour ne pas reproduire le scénario maternel finalement très victimaire. Carol et Anna ne choisissent pas de vivre mais de mourir. Carol nous fait penser à Janis Joplin, morte d'overdose à 27 ans ; Anna à Amy Winehouse, morte d'overdose à 28 ans. Et l'écriture d'Alice Birch ne provoque pas les mêmes déflagrations que celle de Sarah Kane, suicidée à 28 ans, qui dans *4.48 Psychose* écrivait : «À 4h48/quand le désespoir fera sa visite/je me pendrai/au son du souffle de mon amour.» ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Jusqu'au 19 avril, au Théâtre des Amandiers de Nanterre (Hauts-de-Seine). Du 15 au 23 mai, au TNP de Villeurbanne. Au printemps 2026 : à la Comédie de Reims (Marne), à la Comédie de Saint-Étienne (Loire), au Théâtre national de Bretagne (Rennes, Ille-et-Vilaine).

**Laëtitia Guédon signe la conception et la mise en scène de *Même si le monde meurt*, de Laurent Gaudé, un texte hanté par l'angoisse contemporaine (1). C'est une dystopie, comme *l'Apocalypse de saint Jean* ou *les Tragiques*, d'Agrippa d'Aubigné. Devant l'imminence supposée du péril planétaire, huit jeunes interprètes imposent d'abord, en toute gravité essentielle, les comportements plausibles d'une humanité ivre d'épouvante. Nommons-les, ils le méritent : Matthieu Carle, Marine Déchelette, Mathieu Fernandez, Élise Friha, Marine Guez, Alice Jalleau, Thomas Ribière, Julien Salignon. Ils font un juste sort à l'écriture de haute maîtrise de Gaudé, non sans rapport avec le souffle haletant d'Artaud, décrivant la démence collective provoquée par la peste. Ausein d'une scénographie ingénueuse (Amélie Vignal), dans d'harmonieuses flaques de lumière (Philippe Ferreira), une jeune mère conjure la catastrophe en incarnant la figure rémanente de la pietà. Dans un cercle, côté cour, palpite sans trêve une Terre prise de convulsions... Une mise en scène puissamment rythmée, un texte aux vertus littéraires au grand sens, un jeu pluriel habité corps et âme, ça devient rare.**

#### LA CHRONIQUE THÉÂTRE DE JEAN-PIERRE LÉONARDINI



#### D'une apocalypse à la Tempête

**Aux Bouffes du Nord, théâtre dont Peter Brook (1925-2022)** fit un haut lieu de magie bénéfique, Marie-Hélène Estienne, longtemps son assistante, met en scène *Des milliers de baisers*, d'après la correspondance de Mozart (2). Franck Krawczyk, à qui l'on doit l'adaptation musicale, ponctue élégamment, au piano, la lecture habitée offerte par l'acteur Sylvain Levitte, qui restitue avec esprit le côté

délicieusement loustic et virevoltant du style épistolaire d'Amadeus, que Wagner voyait « au-dessus de tous les maîtres ».

C'est ensuite *Tempest Project*, spectacle né d'une recherche autour de *la Tempête*, de Shakespeare, dû à Brook et Marie-Hélène Estienne (3). Dans l'espace vide de la scène, voilà le miracle retrouvé d'une économie théâtrale fondée sur le principe « il faut et il suffit ». Le jeu s'avère pur et simple. Face à la dignité de Prospero (Ery Nzaramba), Sylvain Levitte est tour à tour Caliban et le fils du duc de Milan par imposture. L'exquise Marilu Marini dessine un Ariel malicieux. Paula Luna (Miranda blonde comme les blés, on disait ça jadis) et les jumeaux Luca et Fabio Maniglio complètent un brillant effectif sans simagrées. ■

(1) Jusqu'au 6 avril, au Théâtre de la Tempête, Paris 12<sup>e</sup>.  
[www.la-tempete.fr](http://www.la-tempete.fr)

(2) Jusqu'au 28 mars, au Théâtre des Bouffes du Nord, Paris 10<sup>e</sup>.  
[www.bouffesdunord.com](http://www.bouffesdunord.com)

(3) Jusqu'au 29 mars, au Théâtre des Bouffes du Nord, Paris 10<sup>e</sup>.  
[www.bouffesdunord.com](http://www.bouffesdunord.com)

# Toby-Chien et Kiki-la-Doucette, entre chien et chat

**THÉÂTRE** Élisabeth Chailloux et Lara Suyeux signent une adaptation des *Dialogues de bêtes*, un moment d'intelligence poétique autour des textes de Colette.

**V**oilà un petit spectacle sans prétention, mais nourri d'une passion évidente pour la scène comme pour les textes. En ces temps troubles dans le monde, avec de vieilles lunes moisies qui ressurgissent, de tels petits bonheurs ne sont pas à négliger. S'emparer de Colette aujourd'hui, pourquoi pas ! C'est ce que font en tout cas Lara Suyeux et Élisabeth Chailloux. Cette dernière s'est attelée à la mise en scène, et toutes les deux signent cette adaptation de quatre nouvelles des *Dialogues de bêtes*.

C'est en 1904, Colette a alors 30 ans, que paraissent les premières nouvelles de ce recueil original qui en 1930 s'enrichira d'autres aventures, pour en proposer au final une douzaine. À travers le regard acéré de deux animaux, Toby-Chien, petit bouledogue un peu pataud, et Kiki-la-Doucette, le chat rayé et (forcément) rusé voire machiavélique, défilent les jours de l'autrice.

Colette fait partie du groupe des « Deux-Pattes », comme tous les humains, tout comme son premier mari, Willy. Très vite, l'époux volage découvre le talent de sa jeune épouse, et il l'incite

à écrire. C'est ainsi que naît la série des *Claudine*, d'abord signée par... Willy. Car si le bonhomme publie beaucoup, il écrit peu. Il emploie d'autres plumes qui œuvrent pour lui anonymement et dans l'ombre.

#### « JE VEUX FAIRE CE QUE JE VEUX »

Willy, d'avec qui Colette finira par divorcer pour ensuite se remettre deux fois, n'apparaît ici que furtivement. En revanche, un autre personnage est présent sur le plateau, le dessinateur Cyrille Meyer. Sous l'œil d'une caméra qui projette l'image en direct sur le fond de la scène, il croque les personnages, et deux ou trois coups de pinceau sont suffisants pour donner vie à Kiki comme à Toby. Que ce soit lors d'un voyage en train, dans le jardin de la maison, etc.

Dès 1905, Colette écrit : « Je veux faire ce que je veux. Je veux jouer la pantomime, même la comédie. » Elle ne dissimule pas non plus sa bisexualité et plus qu'à son tour elle se trouvera sous les yeux de la préfecture de police, qui veille au respect des « bonnes moeurs » en public et particulièrement sur scène. Car Colette est écrivaine, pas encore très connue, mais aussi comédienne.

C'est donc à travers le regard au ras du sol ou presque de Toby-Chien et de Kiki-la-Doucette qu'évolue notre affaire. Avec dans la peau de tous les personnages, mais principalement de chien et de chat, la remarquable Lara Suyeux. Utilisant de rares accessoires mais surtout une fameuse maîtrise vocale, elle rend ces deux animaux plus vrais que nature. Elle aboie peu, et ne miaule guère, mais son jeu est plus fort et plus subtil. Avec elle, ils sont là à commenter leur fringale si le repas est servi en retard ou encore leur sieste perturbée, et cela est très drôle. C'est à travers leur regard que l'on comprend comment la jeune femme, qui les adore, décide de réorienter son existence vers plus de liberté. Le cabot et le minet ne sont pas de simples témoins. Mais des acteurs à leur manière d'une vie d'écrivaine qui plus de soixante-dix ans après sa disparition provoque toujours un enchantement derrière les mots et leur fanfare. ■

GÉRALD ROSSI

Les dimanches et lundis  
au Théâtre de Poche, 75, boulevard  
du Montparnasse, Paris 6<sup>e</sup>.  
Tél. : 01 45 44 50 21;  
[www.theatredepochemontparnasse.com](http://www.theatredepochemontparnasse.com)

# Avec *Adolescence*, la série est à son acmé



Une réalisation en plan-séquence et une interprétation magistrale d'Owen Cooper (Jamie).  
2024/NETFLIX/INC.

**PLATEFORME** La nouvelle proposition de Netflix questionne l'endoctrinement masculiniste à travers un adolescent accusé de meurtre. L'œuvre britannique sort des codes habituels et explore avec finesse l'influence des communautés en ligne sur les jeunes générations.

## Adolescence, Netflix

**A**dolescence, série britannique diffusée sur Netflix, est profondément ancrée dans l'actualité. Un matin, sur le coup de 6 heures, une unité de police défonce la porte d'un pavillon de banlieue anglais pour interroger Jamie. Le jeune garçon âgé 13 ans est accusé du meurtre de Katie, une camarade de classe, par sept coups de couteau. Comment ce prépubère au visage juvénile qui s'est uriné dessus lors de l'interpellation a-t-il pu commettre l'irréparable ? Ses parents et sa sœur ne peuvent y croire, il y a forcément erreur. Jack Thorne (*Skins*, *Shameless*) et Stephen Graham (*The Chef*) n'ont pas choisi de mettre l'enquête et la résolution au cœur de leur série. Ce visage

d'ange est bel et bien le coupable, les preuves sont accablantes et vite dévoilées au spectateur. Ce faux départ qui annonce une banale série policière laisse place à une œuvre profondément sociétale où la narration sert une véritable réflexion sur la jeunesse d'aujourd'hui, l'éducation et l'influence des sphères masculinistes.

Comme beaucoup de ses camarades, Jamie croit en cette statistique : « 80 % des femmes sont attirées par 20 % des hommes. » Sans même avoir entamé une quelconque vie sexuelle, l'adolescent est déjà frustré. Catégorisé comme tel sur les réseaux sociaux par des filles de son collège, dont Katie, le jeune garçon tombe dans la rhétorique des incels (pour « involuntary celibate », célibataire involontaire). Cette communauté internationale en ligne masculiniste, misogyne et proche de l'extrême

## Comment ce prépubère au visage juvénile a-t-il pu commettre l'irréparable ?

droite a réellement pris de l'ampleur ces dernières années. Ses membres développent une telle haine contre les femmes qu'ils en viennent à tuer. Pour eux, le sexe est un dû. L'antihéros, issu d'une génération biberonnée à Internet, nourrit à travers cette mouvance son sentiment d'appartenance et panse ses propres insécurités.

### UNE NARRATION EN TEMPS RÉEL

Dans l'incroyable troisième épisode, Jamie confie à la psychologue chargée d'évaluer son discernement sa propre détestation et ses nombreux désirs non assouvis. Leur échange dure cinquante minutes et est filmé – comme chaque épisode de la série – en un plan-séquence. Il est tantôt complice, tantôt violent – car l'adolescent mâle se sent à sa place en dominant physiquement et verbalement la psy, plus âgée, mais femme. Le

jeu d'acteur d'Owen Cooper (Jamie), seulement 15 ans au moment du tournage, est hallucinant. Ce drame auquel on ne veut pas croire serait plus facilement digérable si les parents étaient indirectement responsables, car il serait fruit d'une situation isolée et non générationnelle. Le dernier épisode aborde intelligemment, à travers les personnages des parents et de la sœur, la place de l'éducation au sein du foyer et la transmission des violences d'un père à un fils.

La prouesse technique d'*Adolescence* se met au service de l'intrigue : ces quatre plans-séquences pour quatre épisodes permettent une narration en temps réel, comme en direct. Le partage d'un même espace-temps crée une certaine proximité avec les personnages et les rend d'autant plus crédibles. Grâce à ses acteurs, sa réalisation (Philip Barantini), ainsi qu'à son effet cathartique, cette minisérie s'érige sans nul doute au rang de chef-d'œuvre. ■

HONORINE LETARD



# France-Algérie. Comment apaiser les tensions? (2/2)

La relation entre les deux États ne cesse de se dégrader, notamment depuis la reconnaissance par Emmanuel Macron de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental et l'arrestation de l'écrivain Boualem Sansal.

**Pour une réconciliation durable, il faut remettre la diplomatie au cœur de nos relations et l'ouvrage sur le métier autour de la question mémorielle.**

L'Algérie et la France ont partagé une histoire commune longue de cent trente deux ans marquée par le drame de la colonisation et une douloureuse guerre d'indépendance. La signature des accords d'Évian, le 18 mars 1962, et le processus de décolonisation n'ont pas permis à nos deux nations d'entreprendre pleinement un chemin de réconciliation. Nous assistons même à un recul inquiétant sur la question mémorielle et le travail de réconciliation avec l'Algérie.

À travers les réticences à raconter l'histoire telle qu'elle est, l'État français a fait le choix d'un récit parcellaire marqué par le secret et peu enclin à assumer la tragédie de la colonisation et la violence de la décolonisation. Récemment, une nouvelle page semblait s'ouvrir avec le travail de réparation vis-à-vis des harkis abandonnés par la France, la reconnaissance de l'assassinat de Maurice Audin par l'armée française, et la reconnaissance et la condamnation du massacre des Algériens, à Paris, le 17 octobre 1961. Cette page s'est malheureusement très vite refermée. La question de la délivrance des visas consulaires dans le cadre des obligations de quitter le territoire français et les accords de 1968 sont loin de résumer la richesse de nos relations diplomatiques. Au contraire, les tensions actuelles rendent difficile la coopération, pourtant existante depuis de nombreuses années, entre ces deux pays sur des enjeux essentiels comme la sécurité, l'antiterrorisme ou encore les coopérations économiques. La droite et l'extrême droite jouent un jeu dangereux. Elles éludent les



**SOUMYA BOUROUAHÀ**  
Députée PCF de Seine-Saint-Denis, vice-présidente du groupe d'amitié France-Algérie

véritables enjeux au profit du seul sujet qui les anime : l'immigration. Depuis sa nomination, Bruno Retailleau outrepasse sans cesse ses fonctions pour structurer son agenda politique et asseoir ses ambitions. Le passé douloureux entre la France et l'Algérie est un sujet bien trop sérieux et sensible pour être instrumentalisé par un homme politique aux nombreux dérapages xénophobes.

On ne peut ainsi prendre à témoignage les 6 millions de Français qui ont un lien avec l'Algérie. La reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental par le président Macron, bafouant ainsi le droit international et le principe d'autodétermination des peuples, a d'autant plus cristallisé les tensions. Tensions à nouveau exacerbées depuis l'emprisonnement de Boualem Sansal par les autorités algériennes. Au-delà de nos divergences, il est inacceptable que son sort puisse faire l'objet d'un quelconque chantage. Il doit être libéré sans délai. Je ne peux me résoudre à voir mes deux pays se déchirer ainsi. Pour apaiser les tensions, nous devons remettre la diplomatie au cœur de nos relations. Il faut remettre l'ouvrage sur le métier autour de la question mémorielle à travers l'ouverture d'un plein accès aux archives. Nous devons refonder une relation partenariale sur la base d'un respect mutuel. C'est à ces conditions que nous pourrons reprendre un dialogue exigeant et mettre fin à cette crise. ■

**Bruno Retailleau outrepasse sans cesse ses fonctions pour asseoir ses ambitions.**

**Il faut améliorer les accords d'Évian dans un souci de progrès pour les deux pays au nom des millions de liens humains tissés de part et d'autre.**

Sixante-deux ans après les accords d'Évian, la France reste plongée dans « l'après-guerre d'Algérie ». Pas toute la France, mais des secteurs nostalgiques, « opposés au changement ou obstinés à restaurer le passé ». Cette attitude, si elle s'alimente sur des contentieux existants ou des questions sérieuses, a pour objet d'obstruer toute tentative de progrès ou tout simplement de multiplier les obstacles. Les récentes polémiques trouvent leur origine dans le refus de l'Algérie d'accueillir les personnes faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français, et dans l'attitude hostile de responsables politiques français.

**Gloser sur les priviléges exorbitants des accords de 1968 est un non-sens.**

Les deux pays sont liés comme nuls autres pareils par une histoire en partie dramatique, mais dorénavant familiale. On estime les binationalités à 4 millions. Leurs enfants sont à leur tour franco-algériens, des frères, des soeurs, des cousins, des amis et une multiplicité de liens professionnels et personnels. Cela signifie une abondante circulation. Aucune autre nationalité n'est aussi présente, voire partagée avec la communauté nationale française, et on sait pourquoi. La colonisation a duré cent trente deux ans durant lesquels la France s'est ravitaillée en richesses agricoles et minérales, le travail humain lui était offert à un coût sans équivalent. N'oublions pas non plus le prix du sang versé par les Algériens à l'effort de guerre. Nous devons aux victimes



**JEAN-PIERRE MIGNARD**  
Avocat, docteur en droit, essayiste

algériennes et françaises la vérité et le respect. Il convient de ne pas entretenir des querelles vénemeuses dont l'objectif à peine caché vise à interdire toute coopération de bonne foi.

Les accords de 1968 sont un traité dérogatoire au droit existant. Il accorde une protection relative aux Algériens dont le travail était toujours solli-

cité, mais les mentions « passeport talent », « talent famille », « talent chercheur », « talent porteur de projet » et « talent salarié qualifié », qui permettent aux autres étrangers l'obtention de titre de séjour pouvant aller jusqu'à quatre ans, ne sont pas ouvertes aux Algériens. Les étudiants algériens ne sont pas non plus mieux lotis. Les accords de 1968 ne facilitent pas leur insertion professionnelle. Gloser sur les priviléges exorbitants de ces accords et ses avenants est un non-sens. Ils ne sont pas un talisman offert à l'immigration algérienne. Il faut les revoir dans le seul souci d'une amélioration. Il faut pour cela une volonté respectueuse de l'histoire, de la géographie, de la sociologie et des millions de liens humains tissés. Une volonté politique. Rien ne doit être fait ni même conçu qui puisse blesser les millions de binationalités franco-algériennes. C'est donc bien cette question qui demeure majeure. Ce serait à la commission mixte paritaire prévue par le traité de 1968 d'actualiser ces accords dans un souci de progrès pour les personnes, pour la France et pour l'Algérie. Il n'y a pas d'autre chemin, sauf à se résigner à ce que la Méditerranée devienne, pour l'infortune de ces deux pays et de millions de personnes, un gouffre dans lequel nous perdrions de nous-mêmes. ■

Milan (Italie), envoyée spéciale.

Il y a chez Nada Khaled comme une esthétique réaliste. Une description crue et presque scientifique de la réalité qui tranche avec l'apparence qu'elle renvoie. Celle d'une jeune femme apprêtée jusqu'au bout des ongles, attentive au moindre détail de son style. « *Tu fais quoi dans la vie ?* » – habituellement la première question qui vient lorsqu'on rencontre quelqu'un – plonge l'interlocuteur dans un abîme de confusion concernant Nada. Elle se contente de dire « *je suis clandestine* », comme si cette réalité de papier effaçait le reste de son identité. À 19 ans, Nada se voit déjà condamnée.

Née en Italie de parents marocains, elle a demandé sa naturalisation l'an dernier. Mais la période passée dans la clandestinité par sa mère la vole au même chemin. « *Elle a fait tous les boulot qu'on donne aux migrants* », lâche-t-elle comme une évidence. Nada s'est vu remettre un ordre d'expulsion et d'interdiction d'entrer dans le centre-ville de Milan, et spécialement dans la zone du Dôme, décrétée « zone rouge ». Désormais captive dans une prison à ciel ouvert, au cœur du quartier populaire de Corvetto (sud-est), elle vit la relégation comme une banale assignation : « *Ça ne change rien. Depuis que je suis petite, je suis traitée comme cela. J'ai l'impression que c'est normal* », dit-elle pour changer de sujet. Ce qu'elle fait avec habileté. « *Ça dérange si je fume ?* » demande-t-elle en sortant son étui de tabac chauffé. Son visage s'évapore dans des volutes de fumée.

#### « JE SUIS MORTE AUSSI CE JOUR-LÀ »

Maintenant, elle peut rentrer dans le dur de son histoire. Dans la nuit du 24 au 25 novembre 2024, son fiancé, Ramy Elgaml, du même âge, est mort dans une course-poursuite avec les carabiniers. « *Ils disent qu'il tentait de prendre la fuite lors d'un contrôle* », résume Nada. Le jeune homme meurt alors que les agents percutent une deuxième fois le scooter sur lequel il circule avec son ami Fares. Dans une transmission radio qui a fuité, on entend ces derniers crier : « *Frappe-le* ». Après le coup fatal, deux des carabiniers s'empressent de demander à un passant de supprimer la vidéo qu'il est en



Interdite d'entrée dans le centre-ville de Milan, la jeune femme vit la relégation comme une banale assignation.

doute été détruit. Quand un ami l'appelle le lendemain matin pour la prévenir que son fiancé est à l'hôpital, Nada a du mal à y croire. « *Je suis morte aussi ce jour-là* », dit-elle presque froidement avant de raconter avec précision comment elle s'est retrouvée bloquée une heure durant dans une manifestation de cyclistes alors qu'elle tentait de rejoindre la morgue.

#### LA POLICE BOUCLE LE QUARTIER

Comme en France lors de la mort de Nahel, tué par un tir policier à Nanterre en 2023, le quartier de Corvetto s'enflamme autant que le débat politique sur le comportement des carabiniers. La police boucle le quartier, procède à des contrôles d'identité pendant le mois qui suit. À des arrestations aussi. Dans une vidéo destinée aux jeunes en colère, Nada exhorte : « *On ne répond pas à la violence par la violence* ». Lors d'un rassemblement sur le

## Nada Khaled, 19 ans, clandestine et veuve

Née en Italie, la jeune femme s'est vu refuser la naturalisation. Depuis le meurtre de son fiancé par la police, elle a engagé un combat pour la justice dans un pays gouverné par l'extrême droite.

train de tourner. Un autre fume tranquillement une cigarette, un quatrième regarde les corps étendus sur la chaussée. Sept minutes s'écoulent avant qu'ils n'appellent les secours. Dix avant que l'ambulance ne parvienne sur les lieux. Selon l'autopsie, Ramy meurt d'une lésion de l'aorte.

« *Ma mère l'appelait le grand petit homme* », se souvient Nada dans un demi-sourire. Le même surnom que le

personnage de Dustin Hoffman, adopté par les Cheyennes, dans le film *Little Big Man*. De petite taille mais de grande valeur. Cette nuit-là, Nada attend Ramy mais pense qu'il n'a pu la prévenir d'un contre-temps faute de batterie de son téléphone portable. « *Dans ses derniers messages, il me disait qu'il m'aimait* », se souvient Nada. Le téléphone de Ramy, qui pourrait contenir des vidéos de la scène, a sans

« Nous ne voulons pas d'autres morts. Nous voulons seulement la vérité de manière pacifique. »

lieu du meurtre, via Ripamonti, un 4x4 écrase une manifestante. La tension est à son comble. « *Nous ne voulons pas de cela, nous ne voulons pas d'autres morts. Nous voulons seulement la vérité de manière pacifique, et surtout le respect des parents. Je suis convaincue que la justice est de notre côté* », lance alors Nada.

En octobre, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance publiait un rapport sur les discriminations et le profilage ethnique de la police italienne aussitôt balayé par le vice-président du Conseil des ministres, Matteo Salvini (la Ligue – extrême droite) : « *Si ces messieurs aiment tant les Roms et les immigrés illégaux, ils devraient tous les emmener chez eux à Strasbourg* ». À son corps défendant, la jeune femme tend à l'Italie un miroir qui lui renvoie une image exécable. Celle d'un pays qui relève autant qu'il réprime. ■

LINA SANKARI